

Chapitre 15:

La France de De Gaulle à de Gaulle¹

(1944-1958).

La période 1944-1958 représente **un nouveau départ** après les crises des années 1930 et les catastrophes de la guerre: la restauration définitive de la démocratie et de la République, le redressement économique (ce fut le début des "Trente Glorieuses") et l'avènement de la société de consommation, le développement de la protection sociale (ces aspects économiques et sociaux seront traités dans les chapitres 17 et 18) en font une période plutôt riante, tout particulièrement en comparaison avec celles qui précèdent.

Mais les contemporains sont loin d'avoir tous ressenti ce sentiment qui est en gros le nôtre aujourd'hui: les difficultés économiques rencontrées depuis les années 1970 ont rendu les Français nostalgiques d'une prospérité qu'ils n'ont peut-être pas tous partagée sur le moment, ni appréciée. Surtout, pour les contemporains l'époque est restée comme celle de la **guerre froide**, des **guerres coloniales** (je les ai traitées au chapitre 14) et d'une **crise politique** certes moins grave que dans les années 1930, mais plus ou moins permanente. Les institutions fonctionnaient mal, le climat politique était loin d'être au consensus: les communistes, première force politique de France, détestaient la société où ils vivaient; les gaullistes aussi contestaient vivement le régime, et, à partir de 1956, la nébuleuse poujadiste remobilisa brièvement des fragments d'un discours et des éléments d'un type de comportement politique qu'on croyait disparus. Les choses auraient pu finir très mal: n'oubliez pas que le dernier coup d'État réussi en Europe non communiste eut lieu en Grèce en 1964²...

I-La difficile naissance de la IVe République: août 1944-janvier 1947.

A) La situation en août-septembre 1944.

¹ Ce titre est pédagogiquement destiné à rappeler que l'on écrit "de Gaulle" sans majuscule à "de", sauf lorsque le nom est précédé de la préposition "de".

² Je me permets de ne pas ranger la Turquie en Europe: elle a connu un putsch en 1980. Le régime grec des colonels a téléguidé un coup d'État à Chypre en 1974 (ce fut la raison de l'invasion turque du nord de l'île). Il y a eu une tentative ratée de coup d'État militaire en Espagne en 1981.

Lorsque de Gaulle se réinstalla dans Paris libérée, la situation n'était pas brillante. D'abord **la guerre continuait**. Les Allemands occupaient encore le nord et le nord-est du pays: ils en décrochèrent début septembre, sauf des Ardennes d'où ils tentèrent une contre-offensive à l'hiver; et aussi d'un certain nombre de ports, les "poches atlantiques", dont ils ne furent pas délogés avant la capitulation. Outre les troupes alliées (jusqu'à deux millions et demi d'hommes à un moment), il y avait environ 140.000 F.F.I., volontaires de la onzième heure compris: des troupes indisciplinées à l'occasion, commandées par des officiers qui parfois s'étaient attribués leurs galons (ainsi Malraux s'était autoproclamé colonel) et qui n'avaient guère l'habitude d'obéir à un commandement central; une partie d'entre elles, les F.T.P., obéissaient essentiellement au P.C.F. Et puis les forces de la France libre, 250.000 hommes, essentiellement des Français d'Afrique du nord et des colonisés, sous commandement et uniforme américain (sauf les 20.000 hommes de la deuxième D.B. de Leclerc et la première armée française de De Lattre de Tassigny). Certaines régions du centre et du sud-ouest étaient en proie à l'**anarchie**: l'atmosphère était au règlement de comptes; des bandes, composées parfois en partie de déserteurs allemands, erraient un peu partout — ainsi celle de Le Coz dans la région de Loches, officiellement un maquis, en fait 250 tueurs qui ne furent arrêtés qu'en octobre. Ce ne fut que ce mois-là que de Gaulle parvint, sans trop de problèmes, à désarmer les différentes milices patriotiques et polices populaires autoproclamées issues de la Résistance.

Certes le Général avait réussi à imposer les hommes de la France libre. Les commissaires de la République¹ et les autres administrateurs étaient obéis; mais sur le plan **diplomatique** il devait affronter la condescendance des Anglo-Saxons, qui se refusaient à considérer la France comme l'un des artisans majeurs de la victoire: certains affectaient de vouloir la traiter comme un pays définitivement compromis et abaissé par la collaboration avec l'Allemagne, une autre Italie. Assez vite le Général, jouant de son prestige et des rivalités entre Alliés, parvint à rendre son rang à son pays: le 9 mai 1945, un représentant de la France était présent à la capitulation de l'Allemagne; en juillet la France obtint un siège au Conseil de sécurité de l'O.N.U. et le français devint l'une des trois langues de travail de l'O.N.U.²

Victoire toute symbolique... Dans le monde de 1945, **la France avait encore rapetissé**, même si elle récupéra son Empire colonial. La puissance de l'Amérique était désormais écrasante, incontestable, y compris sur le plan politique — il n'y était plus question d'un retour à l'isolationnisme comme en 1920. Une seconde superpuissance était apparue: l'U.R.S.S., grand vainqueur de la guerre en Europe centrale et orientale. Entre les deux "super-grands", comme on disait à l'époque, la France risquait bientôt de n'être plus qu'un pion, un point sur les cartes des conflits à venir, un petit pays comme les autres au sein d'une Europe ruinée et marginalisée.

¹ C'était le nouveau nom des préfets.

² Avec l'anglais et l'espagnol. Plus tard, l'arabe et le chinois s'y sont ajoutées. Le russe n'a pas eu droit à cette promotion, parce que c'est la langue officielle d'un seul pays.

Lorsqu'avec la décolonisation (qui commença juste après-guerre) l'apparition du Tiers-Monde vint encore dilater la sphère des relations internationales, ce phénomène se trouva encore accentué: la France dut affronter cette dure réalité qu'elle ne couvre qu'une toute petite partie des terres émergées et ne rassemble qu'un être humain sur cent approximativement (un chiffre sans doute un peu plus élevé dans l'immédiate après-guerre). Or la France n'est guère habituée à se penser petite... Ce fut à ces conditions difficiles qu'elle dut s'adapter pour retrouver une place dans un monde bouleversé par la guerre, et dont, pour la première fois, elle était forcée de prendre la mesure au lieu de se bercer d'illusions sur sa puissance, sur son attraction, sur sa centralité. Un symbole: le grand journal "sérieux" fondé à la Libération prit le nom de *Le Monde*. Cinquante ans auparavant, les journaux les plus lus s'appelaient plutôt *La Petite République* ou *Le Petit Parisien*...

Sur le plan des **pertes**, cette guerre avait fait moins de morts que la précédente (600.000 au 8 mai 1945, dont 400.000 civils), mais 2.500.000 hommes étaient encore retenus en Allemagne (ils ne rentrèrent que début 1945, en même temps que les déportés). La population était épuisée par quatre années de privations: la mortalité infantile avait doublé. La natalité demeurait très faible, et l'on ne disposait pas encore des statistiques permettant de se rendre compte qu'elle avait commencé à remonter. Bref, la France « croul[ait] sous les vieillards », comme l'écrivait Beuve-Méry, le directeur du *Monde*. L'**économie** était en ruines (voyez plus de détails au chapitre 18). La **société** était divisée par des haines apparemment inexpiables: à aucun moment cette victoire ne souda l'ensemble de la population comme celle de novembre 1918 l'avait fait brièvement. Les Français, humiliés par la défaite-éclair de 1940 puis par les conditions de la Libération (la légende dorée de la Résistance n'était pas encore en place), pas très fiers de ce qui s'était passé entre ces deux dates, avaient faim, étaient exaspérés par le marché noir et les restrictions (le rationnement dura jusqu'en 1949). Le pessimisme régnait quant à l'avenir de ce vieux pays meurtri, épuisé, sans avenir: on rêvait d'Amérique (certains s'embarquèrent), ou d'U.R.S.S. — la "libération" de l'Europe centrale (les guillemets ne sont pas d'époque!) avait donné un énorme prestige à la patrie du socialisme: elle était ruinée certes, mais elle figurait l'avenir.

De sérieuses **difficultés politiques** se présentaient également. Certes on évita le pire: une guerre civile entre vainqueurs comme en Grèce et en Yougoslavie. Mais le Général, quoique reconnu par les Alliés comme le chef de l'État, et très applaudi lors de ses tournées dans le pays (par les mêmes qui quelques mois avant applaudissaient le Maréchal), n'avait pas été élu et donc ne disposait que d'une légitimité fragile que la fin du conflit allait bientôt remettre en question; il n'avait pas de parti à son service, même si tous ou presque se réclamaient de lui. Le pays n'avait **pas d'institutions**; il n'y avait ni pouvoir législatif (seulement une assemblée consultative, nommée par de Gaulle), ni pouvoir judiciaire indépendant (le gouvernement nommait les

tribunaux spéciaux qui jugeaient certains collaborateurs). Les **notables** traditionnels, pour une bonne part compromis avec le régime de Vichy (en tout cas la Résistance, plutôt à gauche, y insistait beaucoup), avaient perdu beaucoup de leur influence et ne pouvaient plus faire office de contrepoids: les résistants qui prirent leur place en partie, notamment dans l'administration et un peu plus tard dans les différentes assemblées élues, étaient à la fois peu expérimentés et peu portés au compromis et au conservatisme: ils sortaient d'une guerre, et contre l'adversaire le plus haïssable qui fût, "la bête immonde" comme on disait.

Les **partis** aussi avaient été très affaiblis par la guerre, l'hostilité du régime de Vichy (seul le P.C.F. était parvenu à maintenir ses structures tout au long de la guerre), mais aussi celle, relative mais tenace, de la Résistance: sans contester leur existence (ils étaient réapparus à partir de 1943 et elle avait bien dû les accepter et les intégrer), elle s'était réclamée de l'Union nationale et entendait bien ne pas laisser le pays revenir aux jeux stériles et malsains de l'avant-guerre. De Gaulle n'était pas le dernier à leur témoigner de la défiance; mais il s'opposait également à la formation d'un "grand parti de la Résistance" dont certains rêvaient à l'automne 1944. Ce projet, qui faisait référence au programme du C.N.R. et qui prétendait "imposer une véritable démocratie économique et sociale", échoua parce qu'il est plus facile d'être unis "contre" que "pour": la S.F.I.O. notamment refusa de s'y fondre et d'y perdre sa personnalité (personne n'avait jamais imaginé que les communistes s'y ralliassent). Des mois de discussions n'accouchèrent (en juin 1945) que d'un souriceau politique, l'Union démocratique et socialiste de la Résistance (**U.D.S.R.**), dont la principale figure était François Mitterrand.

La principale évolution, c'était le **renforcement de la gauche** et l'**extrême affaiblissement de la droite**. Les droites vichystes et fascistes se terraient et se taisaient; les hommes de droite qui s'était rangés derrière de Gaulle ne s'affichaient pas comme tels mais jouaient plutôt, comme lui-même, l'unanimité nationale. La droite républicaine de l'avant-guerre avait été assez maladroitement et s'était assez compromise pour devoir supporter toutes les assimilations rétrospectives (sa grande figure avait quand même été Laval; ni Flandin ni Tardieu n'avaient fait de très belles fins non plus). De ce fait elle était plus désorganisée que jamais: au début de la IV^e République ceux qui n'étaient ni gaullistes, ni au M.R.P. siégèrent sous la peu glorieuse bannière des "indépendants"... puis ils se fédérèrent en un Centre national des Indépendants (C.N.I.), autant dire qu'ils avaient honte même de se nommer. L'intelligentsia et les résistants considéraient comme improbable, aberrant, saugrenu qu'un courant de pensée aussi anachronique pût survivre: dans une analyse mi-positiviste, mi-marxiste du procès des temps on tenait que l'un changement d'ère venait d'avoir lieu, aussi fondamental que ceux de 1789, 1848 ou 1878. Vaincue par l'Histoire, dont les poubelles décidément donnaient des signes d'encombrement, la droite tout entière paraissait promise au même avenir que le parti monarchiste en 1880. Une partie de la droite n'était pas loin de partager ce point de vue et s'excusait d'exister encore, se justifiant par le devoir de modération. En particulier, elle avait

totalemment abdiqué son libéralisme économique: la démonstration semblait avoir été faite qu'il ne menait qu'à des catastrophes.

Cette droite mal à l'aise se retrouvait dans des partis "centristes", "progressistes" à leur manière puisqu'il était devenu obscène de ne pas l'être, où d'ailleurs elle cotôyait d'authentiques hommes de gauche, ce qui allait être la source d'inépuisables équivoques et disputes dans les années à venir: le meilleur exemple avec l'U.D.S.R. en était le Mouvement Républicain Populaire (**M.R.P.**), une formation nouvelle fondée par des résistants démocrates-chrétiens en novembre 1944. Ce fut le seul parti démocrate-chrétien notable de notre Histoire. Les principales figures en étaient fort prestigieuses: Georges Bidault, Maurice Schuman, Pierre-Henri Teitgen. Il se posait à la fois comme le parti le plus proche de De Gaulle, le parti de la fidélité gaullienne, comme un mouvement engagé dans la transformation du pays dans un sens progressistes, et comme la seule formation capable de faire aux communistes un réel contrepoids, un élément modérateur de la vie politique — bref, un discours de gauche selon le consensus ou le conformisme de l'époque, un parti tenu pour progressiste dans l'opinion, au moins au début, mais un électorat en bonne partie issu des droites: ses adversaires du reste jouaient de ces ambiguïtés, comme l'illustrait le féroce sobriquet de "Machine à Ramasser les Pétainistes".

Le principal acteur du jeu politique en-dehors de De Gaulle, c'était à l'extrême-gauche **le P.C.F.**, alors proche de son apogée. Il avait 800.000 adhérents à la fin 1946, et contrôlait toute une nébuleuse d'organisations satellites réunies en un Front National; la presse communiste était très lue, notamment en province (il ne reste plus aujourd'hui qu'un seul de ces organes, *La Marseillaise* à Marseille); enfin la C.G.T., toujours unitaire, s'était reconstituée sous l'égide d'un secrétaire général communiste, Benoît Frachon. Surtout le parti communiste **jouissait d'une audience sans précédent** dans la population: rien à voir avec la secte des années 1920, avec les réprouvés de 1940; ni même avec le Parti communiste du Front Populaire, certes en plein essor mais loin derrière ses alliés socialistes et radicaux. Il était désormais la première force politique à gauche, et la gauche dominait le pays.

C'était d'abord et avant tout grâce à sa **participation massive** et efficace **à la Résistance**: il se proclamait "le" parti de la Résistance, le "parti des fusillés", qu'il évaluait parfois à 75.000 ou à 100.000. Ces prétentions relevaient d'une conception quelque peu soviétique des données chiffrées et de leur usage, mais il est exact que le tribut payé par les communistes à la répression avait été des plus élevé, ce qui permettait au P.C.F. de revendiquer **un véritable « magistère moral »** (J.P. Rioux): puisqu'il avait tant donné, tant lutté, avec tant d'éclat triomphé, c'était qu'il avait raison, depuis le début — la guerre avait beaucoup affaibli la

mémoire des douteux retournements d'avant-guerre¹, et selon un mécanisme que nous retrouverons ceux qui eussent pu le rappeler n'étaient pas écoutés: de ceux-là il ne faisait pas le moindre doute, en revanche, qu'ils avaient choisi le mauvais camp. Ses dirigeants jouissaient d'**un immense prestige**, acquis en grande partie dans la Résistance: Marcel Cachin, le dernier survivant de la génération de 1920; André Marty, l'ancien mutin de la mer Noire; Jacques Duclos, l'un des principaux organisateurs de la Résistance communiste, numéro un du P.C.F. clandestin avant la Libération; Charles Tillon, le chef des F.T.P.; Thorez surtout. Lorsque le secrétaire général rentra de Moscou en novembre 1944, l'affaire de la désertion de 1939 était complètement oubliée; on voulait retenir qu'à Moscou il avait pris part à l'entreprise alliée.

C'était qu'il y avait aussi le **prestige de l'U.R.S.S.**, unanimement considérée à l'époque, et sans doute avec raison, comme la puissance qui avait le plus contribué à la défaite du nazisme, et donc le prestige de Lénine et de Staline qui avaient su faire de leur pays une force capable de résister au nazisme²; le **prestige de l'idée de Révolution** à l'heure où le monde était à refaire, celui **du marxisme** à l'heure où la bourgeoisie et le capital semblaient avoir révélé, à Buchenwald et à Oradour, leur vrai visage: puisque l'U.R.S.S. avait vaincu "la bête immonde", le marxisme était la bonne explication des horreurs du temps et le bon chemin vers l'avenir, « l'horizon indépassable de notre temps » selon le toujours judicieux Sartre³: d'où une imprégnation marxiste-léniniste très sensible même chez des non-communistes, et qui aujourd'hui nous surprend; une résignation, même chez des gens qui en étaient catastrophés, à une évolution historique perçue comme absolument inéluctable.

Entre autres le communisme exerçait une évidente **fascination sur de nombreux intellectuels**, certains en conséquence logique d'un engagement ancien dans les combats progressistes, d'autres sans doute en partie par remors de n'avoir pas été là, ou trop tard, dans le bon combat, et par concession à l'air du temps. Cette fascination toucha jusqu'à Mauriac, un bref moment: il écrivit que « seule la classe ouvrière a été fidèle, dans sa masse, à la France profanée ». Bon exemple de l'**ouvriérisme** du temps, lui aussi assez exotique aujourd'hui: face à des classes dirigeantes prédisposées à la trahison (la guerre était une affaire de classes) la classe ouvrière était la seule classe patriote, en cela les résistants étaient les dignes héritiers des combattants de Valmy, des communards⁴. Et puis l'ouvrier, c'était l'avenir de l'humanité, cela

¹ La dernière stratégie en date de Staline, combattre Hitler de concert avec les démocraties, était "la bonne", aux deux sens du terme: celle qui avait réussi, et la seule authentique, la seule vraie. Du reste l'échec de l'opération Barbarossa permettait de présenter rétrospectivement le pacte germano-soviétique comme un acte sensé, un calcul judicieux à long terme, voire un premier pas vers la victoire.

² Perception française évidemment: Lénine et Staline n'ont jamais voulu faire un pays! Mais en France, hors du P.C.F. et sans doute largement aussi parmi les militants communistes, on tenait l'U.R.S.S. pour un avatar de la Russie. De Gaulle ne parlait jamais d'U.R.S.S. mais de "la Russie".

³ La formule est un peu plus tardive, c'est ce qui la rend choquante; elle sonne plus juste pour l'après-guerre.

⁴ Évidemment les résistants n'étaient pas tous des ouvriers, les communards non plus et les combattants de Valmy pas du tout! Mais c'était plus ou moins ainsi que l'on raisonnait: "le peuple" et "les ouvriers" s'étaient confondus. Par ailleurs la période était propice à un ressurgissement du vieux "national-jacobinisme" dont j'ai

faisait cinquante ans que tous les socialistes, même les modérés comme Jaurès, l'assuraient (du reste à peu de chose près on était à l'apogée de la classe ouvrière, que la tertiarisation de l'économie n'avait pas encore fait reculer, que le chômage n'avait pas démembrée, et qui ne s'était pas encore embourgeoisée — j'y reviendrai au chapitre 17); ce message avait tendance à se confondre avec celui des chantres de l'industrie, qui désormais l'avaient définitivement emporté sur ceux des campagnes et de la tradition.

Et puis les communistes ne faisaient plus peur — enfin moins, et surtout l'on n'entendait plus l'expression politique de cette peur, elle n'était plus correcte: la droite se taisait car elle était déconsidérée; la gauche, même lorsqu'elle n'en pensait pas moins, se taisait aussi parce que le P.C.F. était un allié, et qu'il avait tant donné à la bonne cause. On était encore dans une logique d'unanimité, de Front Populaire. Il faut dire que le **programme** du P.C.F. était très modéré, plus inspiré par la charte du C.N.R. que par le P.C.(b).U.S., et exempt de tout internationalisme. Sa **ligne** était rigoureusement **légaliste**: il appuyait de Gaulle. C'était uniquement parce que telle était la stratégie de Staline: la France ne faisait pas partie de la "sphère d'influence soviétique" définie, selon Staline, à Yalta en février 1945; et puis il y avait un peu trop de troupes américaines en France. Par ailleurs de Gaulle, très nationaliste et très mauvais termes avec Roosevelt, était bien placé pour éviter que la France ne devînt un porte-avion américain en Europe. Mais on ne voulait pas le savoir en France: ce qu'on percevait, c'était que les communistes appelaient au redressement national et pas à la révolution. Dès septembre 1944, la C.G.T. lança la "**bataille de la production**"; Thorez l'appuyait de toutes ses forces, par exemple il déclara dans le discours de Waziers en juillet 1945: « produire, c'est désormais la forme la plus élevée de notre devoir de classe, du devoir des Français. Hier, notre arme était le sabotage, l'action armée contre l'ennemi; aujourd'hui, l'arme, c'est la production pour faire échec aux plans de la réaction ».

Bien entendu, ce dynamisme des communistes inquiétait les **autres forces politiques**; beaucoup, *in petto* jusqu'en 1947, craignaient une évolution à la grecque, puis, au fur et à mesure que le rideau de fer commença à tomber sur l'Europe centrale (dès 1945 en Roumanie et en Bulgarie), une prise de pouvoir progressive selon la "tactique du salami", expérimentée avec succès en Hongrie, dont le premier stade avait été l'alliance avec le reste de la gauche et les nationalistes antihitlériens. De Gaulle était sporadiquement accusé de faiblesse à l'égard des communistes, voire de "crypto-communisme"; l'accusation, qui traîna longtemps, avait quand même du mal à porter, d'autant qu'elle l'était généralement par d'anciens vichystes qui avait du mal à s'expliquer la chute de leur régime favori autrement que par un complot.

montré au chapitre 4 qu'il fut essentiel dans l'aventure de la Commune, et qui du reste avait déjà été réveillé dans les années 1930 (voyez le chapitre 12); cette tradition très française est parvenue à se superposer à l'internationalisme de principe du P.C.F. et à coexister avec elle avec une étonnante facilité: j'en reparlerai plus bas.

Le reste de la gauche était mal en point. Les **radicaux** certes s'étaient quelque peu ressaisis après la défaite (certains avaient résisté comme Jean Moulin et Pierre Mendès-France, d'autres avaient été déportés comme Daladier et Herriot, d'autres assassinés comme Zay); mais ils avaient du mal à se dégager d'une image de parti de la III^e République qui les mettait en porte-à-faux vis-à-vis de l'opinion, soucieuse d'autres combats que ceux de l'anticléricalisme et pas vraiment prête à militer pour un retour au parlementarisme; tout autant que de De Gaulle, hostile à tout retour aux institutions et aux modes de gouvernement des années 1930. De plus une partie de la presse radicale avait disparu et une partie des élus radicaux étaient frappés d'inéligibilité pour collaboration.

La **S.F.I.O.** s'en sortait plutôt moins mal: ses combats avaient largement inspiré la Résistance, le recours ancien à une phraséologie marxiste lui permettait de se couler dans les enthousiasmes révolutionnaires de la Libération. Blum, à son retour d'Allemagne en mai 1945, jouissait d'un immense prestige: rétrospectivement, le Front Populaire était réinterprété comme la seule période de l'entre-deux-guerres où la France avait tenté de faire face à la "bête immonde", et ses réformes annonçaient celles qui se faisaient à présent et celles qui viendraient sans doute bientôt: ce n'était plus un échec, mais une étape. Ce fut alors qu'il prit sa place, majeure, dans les mythes français du progrès politique. Mais le vieux parti de Jaurès était plus divisé que jamais: une partie des socialistes se méfiait du réformisme, ceux-là ne voulaient pas devenir les gestionnaires de la société bourgeoise, quelque chose comme un nouveau parti radical (ou comme le parti travailliste britannique): ceux-là tenaient pour une alliance avec le P.C.F., parti frère, qu'ils ne percevaient plus comme un danger. C'était notamment l'inclination de Guy Mollet. D'autres déjà prenaient leurs distances vis-à-vis du marxisme, au moins dans ses formes les plus doctrinaires: c'était le cas de Blum, qui dans *À l'échelle humaine*, rédigé en captivité et publié à la Libération, plaidait pour un socialisme moderne. Eux avaient peur d'une telle alliance et préféreraient une alliance centriste, avec le M.R.P. et les radicaux. Mais une grande partie de la base était hostile aux "cléricaux" du M.R.P.

En tout cas l'époque était au **bouillonnement des idées**. Les valeurs consensuelles de l'avant-guerre, déjà du reste violemment contestées par tous les extrémistes des années 1930, étaient profondément remises en cause: « l'idéal de juste milieu, de refus égal de la réaction et de la révolution, de culte du petit, du souhait de l'équilibre, de l'orthodoxie monétaire, de l'attachement au monde rural ou à la petite entreprise » (S. Bernstein) avait vécu: les Français avaient soif de renouveau, de rupture, une bonne part rêvait de Révolution, sans bien sûr être d'accord sur le sens à donner à ce terme: ce qui avait lieu était effectivement, à bien des points de vue, une révolution. Tout changeait, tout était à changer: les régimes, les frontières, les partis, les

débats, les références culturelles et politiques, les esprits. L'époque était politique, tout se posait en termes politiques (à vrai dire ce n'était pas très nouveau en France). Un bon indice: malgré les pénuries de papier la presse française n'a jamais été si abondante et diverse, ni sans doute d'aussi bonne tenue que dans ces années d'après-guerre; et, l'acension de la télévision aidant, elle ne redevint jamais par la suite. *Le Monde* de Beuve-Méry, fondé en septembre 1944 (et qui n'a pas grand-chose à voir avec celui d'aujourd'hui), en était le symbole.

Ce bouillonnement en rejoignait un autre, naturel en une période d'après-guerre, celui qui remplissait les caves de **Saint-Germain des Prés**, le nouveau quartier à la mode où l'on discutait de l'existentialisme entre deux danses inédites: bien plus que Montmartre au début du siècle et Montparnasse dans les années 1920, qui n'étaient que des lieux de vie imprégnés du prestige rétrospectif des avant-gardes, Saint Germain-des-Prés était un engagement. L'inénarrable Jean-Paul **Sartre** en était évidemment le totem et le gourou: en octobre 1945 il présenta le premier numéro des ***Temps modernes***, une revue d'un excellent niveau dont cette formule sartrienne résumait l'ambition: «le but lointain que nous nous fixons est une libération». La question qu'on y posait à toutes les pages était celle de l'engagement, et plus particulièrement de l'attitude à adopter vis-à-vis du marxisme. Mais n'y avait pas de solution de continuité entre la production philosophique existentialiste, les débats élevés des *Temps modernes* (et leurs prises de position incessantes sur l'actualité), les romans de Sartre et de Beauvoir, la "chanson rive gauche" qu'incarnait la superbe Juliette Gréco, les dernières trouvailles vestimentaires de la clientèle du Café de Flore et des Deux Magots (le jour), de la brasserie Lipp (le soir) ou du Tabou (la nuit) — ce fut l'époque notamment où le turban signoresque fit des ravages!

Sartre lui-même fréquentait les boîtes et écrivit une chanson pour la Gréco en 1946; il y avait dans la vie très publique de ce petit milieu un côté *people* qui donnait à la France profonde l'impression de participer aux innovations du temps: très vite les germanopratsins organisèrent le commerce de la nostalgie d'eux-mêmes (la chanson *Il n'y a plus d'après*, que Gréco et Guy Béart ont interprété et qui exprime le regret et l'éternité du Saint-Germain des belles années, date du milieu des années 1950), alors que l'exploitation de Montmartre et de Montparnasse fut un phénomène essentiellement exogène.

B) Les deux premiers gouvernements de Gaulle: sept. 1944-jv. 1946.

Le 2 septembre 1944, de Gaulle constitua un **gouvernement**, son premier en France. C'était un gouvernement d'Union nationale, dont les structures reproduisaient largement celles

du G.P.R.F.: on y trouvait deux communistes (à des postes secondaires, contrairement à leurs vœux: François Billoux à la Santé publique, Tillon à l'Air — mais ce ministère était placé sous le contrôle d'un ministère de la Guerre directement contrôlé par de Gaulle), quatre socialistes, des démocrates-chrétiens, des radicaux, un "modéré", neuf "gaullistes" sans étiquette partisane précise. Dans l'ensemble le gouvernement était orienté très à gauche, et **de Gaulle multiplia les gestes d'amitié envers les communistes** et leurs mentors: il amnistia Thorez et se rendit à Moscou dans l'hiver pour signer avec Staline une « belle et bonne alliance » de revers, dans la meilleure tradition de l'autre après-guerre, destinée à protéger la France de l'Allemagne! ... mais aussi, ce qui était plus nouveau, pour essayer de contrer la puissance des Anglo-Saxons.

C'était surtout un gouvernement de résistants: il s'occupa en priorité de prendre des sanctions contre les serviteurs du régime de Vichy et contre les collaborateurs: ce fut **l'épuration** — non plus celle, anarchique, erratique et violente, des premiers jours de la Libération, mais celle, mieux organisée, moins injuste sans doute et en tout cas plus sélective, de la République rétablie²: en deux ans (jusqu'en septembre 1946), il y eut 35.000 condamnations à mort ou à la prison, dont 4.300 à mort, mais 791 seulement furent exécutées, à comparer avec les 4.500 à 12.000 morts de l'épuration "sauvage" (et à d'autres pays: ce fut moins qu'au Danemark!). On recourut parfois à des juridictions exceptionnelles (des Hautes Cours) dont les membres étaient choisis par l'État parmi les résistants; mais la plupart des procès eurent lieu devant des juges ordinaires... dont les trois quarts étaient déjà en place sous Vichy. L'épuration toucha surtout les deux milieux où les compromissions des années de guerre avaient été les plus insupportables, car les plus visibles: celui de la politique et celui de la culture; en revanche les milieux économiques échappèrent largement aux poursuites — les communistes ne protestèrent guère contre cet état de fait avant 1947: on avait besoin de tous les concours pour la "bataille de la production".

Dans les milieux politiques, il y eut des mesures d'inegibilité contre les parlementaires qui avaient voté les pleins pouvoirs à Pétain; elles s'accompagnaient de la déchéance des droits civiques, mesure qui toucha beaucoup d'autres collaborateurs du régime de Vichy. Ces mesures furent levées au début des années 1950. Parmi les plus sévèrement condamnés, **Pétain**, dont le

¹ En guise de cadeau, de Gaulle rendit à Staline les prisonniers de guerre allemands nés en U.R.S.S...ou dans des territoires devenus soviétiques entre 1939 et 1944. De nombreux nationalistes, qui n'avaient eu d'autre choix que de combattre sous l'uniforme allemand la vassalisation de leurs pays par Staline, les massacres et les déportations de masse, se retrouvèrent au Goulag; beaucoup y moururent. En Estonie en 1996, j'en ai rencontré un, Heiti Rebane: il avait été fait prisonnier dans la Drôme en 1944. Il ne rentra chez lui qu'en 1956, ne retrouva ni sa maison, ni son travail, et ne put pas se marier, car c'était un "ennemi du peuple". Malheur aux vaincus! Là-bas, on ne nous a pas pardonné cet épisode lamentable de la *Realpolitik*.

² Le ministre de la Justice était alors Pierre-Henri Teitgen (de mai 1945 à novembre 1946). Auparavant, il avait été ministre de l'Information: ce fut lui qui décida d'interdire la réputation des « titres pollués », les journaux qui avaient continué à paraître après novembre 1942.

procès en Haute Cour se déroula en juillet-août 1945: il fut défendu par Me Tixier-Vingancourt, futur candidat à la présidence de la République, qui développa la thèse du "bouclier". Le vieil homme, très diminué physiquement, fut condamné à mort mais selon le vœu de la Haute Cour de Gaulle signa sa grâce pour raisons humanitaires, et la peine fut commuée en prison à perpétuité à l'île d'Yeu; Pétain y mourut en juillet 1951, presque centenaire¹. **Laval**, lui, n'eut pas droit à la clémence gaullienne, tant parce qu'il était un renégat de la République que parce qu'il avait assumé les aspects les plus sordides de la collaboration avec les nazis: il fut exécuté en octobre 1945². On fusilla aussi Darnand, Bucard, Fernand de Brinon; Déat et Bonnard s'échappèrent. L'**administration** subit elle aussi une purge, incomplète évidemment; certains pourtant dénoncèrent la "colonisation" des services des ministères confiés aux communistes... ou, plus généralement, la colonisation de l'appareil d'État par les résistants.

Dans les **milieux culturels**, l'épuration se fit avec une sévérité rapidement décroissante qui alimenta des accusations d'injustice. Brasillach fut fusillé, ironie de l'Histoire, le 6 février 1945; Hérold-Paquis le fut en octobre de la même année. Drieu échappa au même sort en se suicidant dans sa cellule en mars 1945³. Maurras et Rebatet furent condamnés à mort puis graciés (ils furent graciés en 1952). Céline, lui, s'était réfugié au Danemark, où il passa quelques mois en prison, puis en résidence surveillée (il rentra en 1951); Châteaubriant se cacha en Autriche jusqu'à sa mort. Guitry, Giono firent de brefs séjours en prison, mais ils furent acquittés. L'Académie française se débarrassa que quelques Immortels aux idées un peu trop mortelles, dont Bonnard. Le gouvernement provisoire décida la fermeture de tous les **journaux** qui avaient continué à paraître sous contrôle allemand après novembre 1942: ce fut ainsi que disparut notamment l'antique *Illustration*, ainsi que *Le Temps*, le journal "de référence" de l'entre-deux-guerres, porte-parole officieux du quai d'Orsay en politique extérieure, et fort conservateur en matière sociale. En décembre 1944, et avec l'aval de De Gaulle, il céda la place (et surtout ses rotatives) au **Monde**, un quotidien tout aussi sérieux mais d'orientation beaucoup plus progressiste, et placé sous le contrôle financier exclusif de ses propres journalistes pour éviter les soupçons de collusion avec le grand capital qui avaient pesé sur *Le Temps*. Le premier

¹ Il y est toujours enterré, malgré des campagnes récurrentes pour que ses cendres soient déposées à Douaumont, avec celles de ses poilus. La mémoire noire du Pétain dictateur et collaborateur l'a emporté sur la mémoire rose du vainqueur de Verdun, du général soucieux de ne pas faire couler le sang. C'est normal; ce qui l'est moins, c'est que tous les résidents de la Ve République firent fleurir sa tombe le 11 novembre, jusqu'à ce qu'une tempête de protestations, en 1994, ne vînt forcer François Mitterrand à mettre fin à cet usage que les Français ne comprenaient plus.

² Dans des conditions pénibles: il tenta de s'empoisonner et on le traîna moribond au poteau d'exécution, de Gaulle ayant refusé tout sursis.

³ Ses dernières déclarations à son procès méritent d'être citées: « Soyez fidèles à l'orgueil de la Résistance comme je suis fidèle à l'orgueil de la collaboration. Ne trichez pas plus que je ne triche. Condamnez-moi à la peine capitale. (...) Oui, je suis un traître. Oui, j'ai été d'intelligence avec l'ennemi. (...) Ce n'est pas ma faute si cet ennemi n'a pas été intelligent. (...) Oui, je ne suis pas un patriote ordinaire, un nationaliste fermé: je suis un internationaliste. Je ne suis pas qu'un Français, je suis un Européen. Vous aussi vous l'êtes, sans le savoir ou en le sachant. Mais nous avons joué, j'ai perdu. Je réclame la mort ».

directeur du *Monde* fut le résistant Hubert Beuve-Méry. La date-butoir avait été calculée pour qu'en revanche *Le Figaro* échappât à la fermeture: il fallait bien qu'il restât un organe à la droite.

Le **clergé** aussi subit une épuration, dans des proportions modestes: trois évêques seulement démissionnèrent, alors qu'à la Libération de Gaulle avait dressé une liste d'une cinquantaine de noms... Dans l'ensemble, **l'épuration laissa un sentiment de malaise**: elle avait touché surtout les humbles, ouvriers et paysans, et un nombre limité de malchanceux; voire, disait-on beaucoup, essentiellement les comparses, les lampistes. L'image des **femmes tondues** par la populace pour "collaboration horizontale" (et pas seulement tondues! Violées souvent, torturées parfois) hanta longtemps les mémoires.

Outre ces mesures circonstanciées, ce gouvernement provisoire a laissé une **œuvre** d'une ampleur sans précédent, sans comparaison même avec celle du Front Populaire. On ne peut même pas dire qu'il a appliqué le programme que le Front Populaire n'avait pas pu réaliser faute de temps et d'appuis: toute une partie des mesures prises durant cette prite année et demi, et qui sont toujours à la base de l'organisation sociale de la France aujourd'hui, n'avaient été prévues dans aucun programme avant-guerre: l'instabilité gouvernementale interdisait même d'y songer. Désormais tout était possible (en particulier parce que le législatif était provisoirement hors d'état de nuire), tout était nécessaire aussi (il fallait éviter une explosion sociale). La France connut peut-être sa seule vraie **révolution sociale** depuis la grande tourmente de 1789-1795—rien de commun en tout cas avec les mesures timides et essentiellement symboliques prises en février-mars 1848.

Certaines de ces réformes étaient d'ordre politique: une loi d'avril 1945 accorda le **droit de vote aux femmes**. Mais l'essentiel en ce domaine, c'est-à-dire le problème des institutions, devait être réglé par les élus du peuple: de Gaulle s'interdit donc d'y toucher. Soucieux de ne pas réveiller les vieilles querelles de la IIIe République, le Général refusa de nationaliser l'enseignement privé, comme le demandaient à cor et à cris le syndicat reconstitué des instituteurs, le S.N.I., les radicaux et une bonne partie des socialistes.

De Gaulle partageait avec la plupart des résistants le **désir de profondes réformes économiques**. D'abord, il fallait punir la fraction du patronat qui avait collaboré. Surtout, je reviendrai sur cet été d'esprit au chapitre 18, il fallait que l'État prît le contrôle des secteurs clefs de l'économie, pour éviter que les principales puissances économiques (les "trusts", les "puissances d'argent") ne jouassent contre la démocratie: selon l'expression de Christian Pineau, « après nous être libérés de l'occupant, il faut se libérer une fois pour toutes de la puissance de l'argent ». Il fallait procéder à l'**éviction des féodalités économiques**", à la "restauration de la souveraineté de la nation" à laquelle il fallait "rendre les grands moyens de production, fruit du

travail commun". Il fallait également donner à la modernisation du pays un "fer de lance", comme l'Ancien Régime avait su le faire en promouvant les manufactures royales. Enfin, il fallait permettre aux travailleurs de recueillir les fruits du développement économique, de participer davantage aux décisions qui les concernaient, y compris dans le secteur privé.

Ce programme déboucha sur une série de **nationalisations** qui allaient bien plus loin que celles, timides, du Front populaire, et changeaient la face de l'économie française: cette fois-ci, on allait démolir définitivement le "mur d'argent". J'en donnerai le détail au chapitre 18; du point de vue de ce chapitre d'Histoire politique, je voudrais seulement signaler qu'elles obéissaient à des logiques assez différentes selon les cas. Dans certains cas, on avait affaire à des "**nationalisations-sanctions**", comme celle des houillères du Nord-Pas-de-Calais en décembre 1944, et surtout en janvier 1945 celle des usines **Renault**, symbole de la collaboration (elles avaient fabriqué des véhicules militaires pour les Allemands); elles reçurent le statut de "régie", c'est-à-dire qu'elles devinrent une entreprise publique administrée par des fonctionnaires, qui durant trente ans fonctionna comme un "modèle social": on y testait des avancées sociales destinées à se généraliser. Jusque vers 1990, Renault fut un symbole: les grèves qui y avaient lieu avaient un retentissement national, les médias interviewaient souvent les travailleurs de la Régie (il faut dire que c'était tout près du siège de l'O.R.T.F., puis des principales chaînes de télévision); à la fin des années 1960 et au début des années 1970, des gauchistes tentèrent de s'y "établir" (voyez au chapitre 16). La célèbre expression du subtil Sartre: « il ne faut pas désespérer Billancourt »¹ se réfère à la grande usine de la proche banlieue sud-ouest de Paris, dont les locaux de l'île Séguin, avec leur petit air de château fort dominant la Seine, se prêtaient à la métaphore de la "forteresse ouvrière". D'autres nationalisations répondaient davantage à des objectifs stratégiques et industriels, comme celle des transports sériens, et celles qui eurent lieu dans le secteur bancaire.

En décembre 1945, toujours dans le but de donner à l'État les moyens de gérer l'économie, ce fut la création du **commissariat au Plan**; j'y reviendrai longuement au chapitre 18.

Enfin, au lendemain de la terrible épreuve de la guerre, il fallait créer un monde plus juste; il fallait donner aux Français **plus de sécurité** dans leur vie quotidienne. C'était une revendication de la gauche depuis cinquante ans, mais les aléas du parlementarisme et les réticences des libéraux n'avaient permis que des avancées limitées; la Libération permit une remise à plat et un traitement global du problème. Bien sûr **on rétablit les conquêtes sociales du Front Populaire**, qui avaient été remises en cause par Vichy (et même, pour certaines, par Daladier): les quarante heures, la liberté syndicale, les conventions collectives. Une loi de février

¹ En lui révélant la vérité sur l'U.R.S.S.

1945 imposa, dans les usines de plus de 50 salariés, la création de comités d'entreprises élus par les travailleurs et qui auraient à gérer les services sociaux de l'entreprise, avec droit de regard sur la comptabilité et la stratégie de l'entreprise (leur rôle en ces matières était purement consultatif, mais cela suffit à inquiéter les patrons): encore un pas sur le chemin de la normalisation de ce que l'on peut appeler désormais non plus la lutte, mais le dialogue social. Non seulement les syndicats étaient reconnus, et les patrons, profil bas, avaient de moins en moins de moyens s'embêter les syndicalistes; mais l'État, désormais, s'appuyait ouvertement sur eux pour gérer l'économie dans le cadre de ce que j'appellerai, au chapitre 18, le "pacte keynésien de croissance". En octobre 1945, une **Sécurité sociale** unifiée prit le relais de tous les systèmes publics ou privés de protection sociale qui s'étaient développés depuis les années 1900: elle garantissait tous les salariés contre les risques de maladie, de vieillesse, d'invalidité et d'accident du travail. Financée et gérée à la fois par les travailleurs (par l'intermédiaire de leurs syndicats) et les employeurs (c'est ce qu'on appelle une gestion "paritaire"), elle fonctionnait selon le système de la répartition¹.

Ce fut la grande révolution de l'après-guerre: **la "Sécu" a très largement façonné la société**, la culture collective — en France on met l'accent sur la sécurité, aux États-Unis on met l'accent sur les opportunités; en France on accepte en échange une pression fiscale très élevée et une mobilité sociale réduite, aux États-Unis on accepte en échange des risques et un stress infiniment plus grands. C'est la seule des réformes sociales de l'après-guerre sur laquelle l'immense majorité des Français est encore aujourd'hui d'accord pour ne pas revenir. La Sécurité sociale s'étendit peu à peu aux non-salariés (les paysans y ont eu droit en 1961): ce ne fut qu'en 1967 que l'ensemble de la population fut couverte — à quelques catégories très particulières près, dont les prêtres, les religieux et les religieuses qui ne le furent qu'en 1978. Seule la gestion du **chômage** lui échappait: elle était assurée directement par l'État (ce n'était pas encore une grosse charge).

¹ Ce système repose sur la solidarité entre actifs et inactifs: les actifs d'aujourd'hui paient pour les inactifs d'aujourd'hui, en attendant de devenir les inactifs de demain pour lesquels paieront les actifs de demain. Ce système s'oppose à celui de la capitalisation, où les actifs se constituent progressivement, sous la protection de l'État, un capital dont les revenus les protégeront contre les aléas de la vie. C'est ainsi que fonctionne la Sécurité sociale aux États-Unis: les sommes épargnées par les travailleurs sont gérées par des fonds de placement, privés mais étroitement contrôlés (en principe), qui les font fructifier.

Le système de la **répartition** est socialement plus juste: il aboutit à un vaste transfert de revenus, car les cotisations sont proportionnelles aux salaires mais les risques sont couverts à égalité pour tous, ce qui peut paraître normal puisqu'une maladie coûte la même chose à un riche qu'à un pauvre. Mais si le système gère correctement les risques, il ne cherche guère à les prévenir et à les diminuer et entretient l'irresponsabilité, d'où des risques de déséquilibres à terme: on connaît les dérives de l'assurance-maladie en France, un problème ancien et récurrent. Le système de la **capitalisation** entretient la responsabilité, il a aussi l'avantage de dégager des sommes énormes, l'équivalent d'une épargne forcée, qui sont investies en bourse, ce qui constitue un précieux "carburant" pour l'économie; mais en l'absence de correctifs il perpétue les injustices sociales, et en cas de krach les épargnants risquent de tout perdre: c'est un système d'essence libérale.

Pour être complet sur les réformes sociales de la Libération, il faut ajouter que les **allocations familiales**, qui ressortissaient de logiques politiques très différentes, furent détachées de la "Sécu" en 1949; ce fut également en 1945 que l'on inventa, dans une logique à la fois sociale et nataliste, le système du **quotient familial**, destiné à alléger l'impôt sur le revenu des familles nombreuses. Enfin, en 1947, on institua un **salaire minimum**, connu sous le nom de S.M.I.G. (salaire minimum interprofessionnel garanti) de 1950 à 1967, puis sous celui de S.M.I.C. (salaire minimum interprofessionnel de croissance)¹.

Ce fut au bout d'un an seulement que de Gaulle se décida à donner la parole aux Français: la guerre finie, l'ordre rétabli, il était temps de doter le pays d'institutions stables. La première **consultation électorale** nationale de l'après-guerre, la première même depuis mai 1936, eut lieu en octobre 1945. Les municipales du printemps 1945 mises à part, c'était aussi la première consultation où les femmes votaient. Comme on avait du retard, on mit les bouchées triples: il y eut à la fois trois consultations; comme les Français étaient sevrés de votes, la participation fut massive (80%).

Il y eut d'abord un premier **référendum** sur la question suivante: "voulez-vous que l'Assemblée élue ce jour soit une Assemblée constituante?" Répondre non, c'était choisir le retour à la IIIe République, puisque, le régime de Vichy étant nul et non avvenu, la constitution de 1875 était toujours théoriquement en vigueur. Répondre oui, c'était choisir un changement de régime. Les radicaux firent un baroud d'honneur, mais ils durent mesurer l'impopularité de la République parlementaire: il y eut 96% de "oui". Pour le cas où le résultat du premier référendum serait positif, un second réglait les détails de la période de transition — il était prévu notamment qu'elle fût brève, sept mois au maximum: on se souvenait de l'interminable Constituante élue en février 1871, et qui avait siégé jusqu'en 1876. Il prévoyait aussi que le nouveau texte constitutionnel serait soumis à référendum, ce qui n'avait pas été le cas de la constitution de 1875; il limitait les pouvoirs de la Constituante, par crainte d'initiatives un peu trop radicales des communistes, dont personne ne savait la force réelle. Ceux-ci appelèrent à voter "non": il y eut 66% de "oui".

Le même jour, il y eut donc enfin des **élections à l'Assemblée**: par la vertu du résultat du premier référendum, elles furent constituantes et non pas seulement législatives. On eut recouru au scrutin proportionnel départemental, censé permettre une représentation plus juste des différentes tendances politiques. Les communistes obtinrent 26% des voix (contre 15% en 1936): **le P.C.F. était le premier parti de France**. Les socialistes en recueillaient 23%, contre

¹ La modification du sigle a correspondu essentiellement à un nouveau mode de calcul des revalorisations périodiques. Je passe sur le détail.

20% en 1936. La gauche de tradition marxiste frôlait la majorité absolue avec 49,6% des voix, contre 35% en 1936; elle était majoritaire en sièges, un gouvernement socialo-communiste était donc théoriquement possible. Cela semblait annoncer un nouveau glissement de l'opinion vers la gauche; à cause de la guerre froide, ce fut le dernier et il fut éphémère. Le M.R.P. dépassait la S.F.I.O. d'une courte tête avec 24% des voix: un succès étonnant, car en 1936 les deux petits partis qui se réclamaient de la démocratie chrétienne, le Parti Démocratique Populaire et la Jeune République, rassemblaient à peine 2 à 3% des voix — il s'expliquait largement par la discrétion de la droite. Les trois partis arrivés en tête, avec au total près de 75% des voix, étaient des organismes structurés, disciplinés, qui contrôlaient leurs élus: rien à voir avec les partis de la IIIe République. En revanche les radicaux obtenaient seulement 10,5% des voix (avec l'U.D.S.R.) contre 20% en 1936; les "modérés" ou "indépendants", c'est-à-dire ce qui restait de la droite, 16% seulement, contre 42% en 1936¹.

Le 15 novembre 1945, les députés désignèrent unanimement **de Gaulle** comme **chef de gouvernement**. Le Général prit cinq ministres communistes, surtout en charge de portefeuilles économiques et sociaux: l'Économie nationale et le Travail notamment. Suprême consécration, Thorez était ministre d'État... c'est-à-dire que de Gaulle s'était bien gardé de lui attribuer un portefeuille précis. Les communistes n'avaient obtenu aucun des ministères stratégiques qu'ils demandaient: ni la Défense nationale, ni les Affaires étrangères, ni l'Intérieur. Il y avait aussi cinq socialistes, cinq M.R.P., des "gaullistes" sans étiquette politique précise, parmi lesquels Malraux et Soustelle, et un certain nombre de hauts fonctionnaires à des postes techniques.

Mais **ce gouvernement ne dura que deux mois**: très vite il se trouva en conflit avec l'Assemblée. Le Général entendait participer pleinement à l'élaboration de la nouvelle constitution; il en fut tenu à l'écart par une Assemblée qui se considérait seule habilitée à le faire, car elle était la seule institution élue. Surtout, de Gaulle était très hostile aux projets constitutionnels que dessinaient les parlementaires, bien trop proches à son goût de la défunte IIIe. De Gaulle voulait un exécutif qui ne dépendît pas de l'Assemblée; il ne voulait pas d'un gouvernement harcelé en permanence par les députés, d'« une assemblée omnipotente déléguant un gouvernement pour accomplir ses volontés » (ainsi qu'il l'expliqua dans un discours le 1er janvier 1946); en particulier, il voulait que le chef exécutif choisît lui-même ses ministres. Le 20 janvier 1946, **de Gaulle donna sa démission**. Peut-être comptait-il sur sa popularité pour que les constituants fussent obligés de le reprendre et d'en passer par ses volontés. Mais aucune manifestation ne suivit son départ; le M.R.P., qui se proclamait "le parti de la fidélité gaullienne", au lieu de se retirer du gouvernement, ce qui eût signifié laisser les marxistes seuls

¹ La répartition régionale des votes n'avait guère changé par rapport à l'avant-guerre: à gauche le midi (sauf les montagnes), le nord industriel, la banlieue de Paris; à droite, la ville de Paris, l'ouest, le nord-est.

au pouvoir, s'entendit avec le P.C.F. et la S.F.I.O. pour lui trouver un successeur en la personne du socialiste Félix Gouin. Le temps s'achevait de l'unité nationale autour des fraternités et des idéaux de la Résistance; commençait celui de la République des partis¹.

C) L'installation de la IVe République: janvier 1946-janvier 1947.

Le gouvernement de Félix Gouin inaugura la brève période (un an et demi) restée sous le nom de **tripartisme**: il y avait au gouvernement 6 communistes, 7 socialistes, 6 M.R.P. C'était, en apparence, un gouvernement de type "Front Populaire", avec les radicaux remplacés par le M.R.P. dans le rôle des centristes modérés, et des ministres communistes au gouvernement. En fait, la plus grande méfiance régnait entre les trois partenaires gouvernementaux: le M.R.P., en particulier, n'était là que parce que les socialistes craignaient un tête-à-tête avec les communistes. Aucun programme de gouvernement commun ne venait atténuer les désaccords; de ce fait, le débat politique se trouva transporté de l'Assemblée (qui en était le lieu normal) au sein même du gouvernement (chargé en principe d'appliquer des décisions déjà prises), et même, très vite, du gouvernement aux états-majors des partis. Gouin était plus un médiateur qu'un grand leader, capable d'imposer une ligne politique; il n'avait même pas nommé lui-même ses ministres, se contentant de répartir les portefeuilles entre les trois partenaires de la coalition, à charge pour eux d'en désigner les titulaires. Les véritables inspirateurs du pouvoir étaient les dirigeants des partis; c'est pourquoi cette période marque le début de ce que de Gaulle a appelé le « **régime des partis** ».

Au printemps 1946, les constituants rédigèrent **un premier projet de constitution**, qui fut voté par les socialistes et communistes, mais rejeté par le M.R.P., car il ne faisait pas explicitement référence à la liberté de l'enseignement ni au droit de propriété, et parce que la hiérarchie catholique l'avait condamné, ainsi que de Gaulle. Le projet était rigoureusement parlementaire, et monocamériste: dans la classe politique les souvenirs de Vichy, encore vifs, réhabilitaient le parlementarisme, que beaucoup tenaient plus que jamais pour consubstantiel à la démocratie. Mais l'opinion n'était pas de cet avis —par ailleurs beaucoup, notamment au M.R.P., craignaient que vu le poids des partis marxistes dans le corps électoral, ces institutions où l'expression du suffrage universel n'était modérée par aucun corps intermédiaire ne débouchassent directement sur une démocratie populaire. Ce projet, soumis à référendum en mai

¹ En Grande-Bretagne les choses étaient allées encore plus vite: dès juillet 1945 Churchill avait été renvoyé par les électeurs, fatigués des sacrifices; il dut céder la place au travailliste Attlee. Ceci pour souligner que l'effacement brutal d'une grande figure de la guerre n'était pas un cataclysme inattendu; en fait, Roosevelt étant décédé en avril 1945, ne restait plus, un an après la fin des combats, que Staline, qui n'avait pas de défaite électorale à craindre.

1946, **fut rejeté par les Français** (il y eut 53% de "non" au référendum); l'hostilité des radicaux, qui essayaient de reconstituer un bloc de centre-gauche dans l'opposition, joua aussi.

Il ne restait plus qu'à élire une nouvelle Constituante, légèrement moins à gauche que la précédente (socialistes et communistes n'obtinrent que 47% des voix et perdirent la majorité absolue à la Chambre). Elle élaborait un nouveau projet, peu différent du premier sinon par la réapparition d'une Chambre haute; de Gaulle le dénonça vigoureusement en juin dans le **discours de Bayeux**, où il traça les grandes lignes d'une constitution selon ses vœux — assez proches des futures institutions de la Ve République, à un point essentiel près: rien n'était dit du mode d'élection du président de la République. De guerre lasse, en octobre 1946, les Français ratifièrent le projet constitutionnel. Mais il n'y eut qu'une faible majorité de "oui" (53%) et surtout près d'un tiers d'abstentions: au total seuls 36% des Français approuvèrent la Constitution.

La nouvelle **constitution** s'ouvrait sur un généreux préambule de style très quarante-huitard. Les institutions reposaient sur une **Assemblée nationale** (on ne disait plus: chambre des Députés¹) élue pour cinq ans et comprenait à peu près 600 membres. Elle votait les lois (les décrets-lois étaient interdits) et le budget, investissait, contrôlait et pouvait renverser le gouvernement. En revanche la Chambre haute, rebaptisée **conseil de la République**, n'avait qu'un rôle consultatif: c'était une "chambre de réflexion"². Le **président de la République**, élu pour 7 ans par les deux Chambres réunies en Congrès à Versailles, avait un rôle plus restreint que dans la lettre de la constitution de 1875, mais non négligeable: il assistait au conseil des ministres, choisissait le président du Conseil (prérogative essentielle en cas de crise ministérielle); il conservait le droit de grâce. Le **président du Conseil** devait être investi par l'Assemblée nationale (seule) à la majorité absolue de ses membres (et non des seuls présents): ceci afin que la position de départ du ministère fût solide. En fait, cela rendit très difficile la formation de cabinets et allongea les crises ministérielles — une révision constitutionnelle mit fin à cette dernière exigence en 1954.

En principe le président du Conseil était investi seul, avant de constituer son gouvernement: c'était pour limiter les interventions des partis. Mais Ramadier inaugura une pratique selon laquelle, après avoir formé son cabinet, le président du Conseil se faisait investir à nouveau avec ses ministres. La réforme constitutionnelle de 1954 consacra là aussi le retour aux pratiques de la IIIe République: le gouvernement était investi une fois formé.

¹ Sauf la R.A.T.P., qui a tardé jusqu'aux années 1990 à rebaptiser la station de métro!

² Au départ ses 300 membres étaient en partie désignés par l'Assemblée nationale, en partie élus pour neuf ans par un collège électoral restreint qui comprenait les élus locaux, députés et conseillers généraux, et des grands électeurs élus au suffrage universel. Dès 1948 on en revint au système de la IIIe République, qui est en gros celui d'aujourd'hui.

C'était le président du Conseil, non plus celui de la République, qui avait le droit de dissolution, mais il ne pouvait l'exercer que dans des conditions draconiennes — adoucies en 1954. Bref, les institutions ressemblaient furieusement à celles de 1875: elles demeuraient parlementaires, et comme il n'y avait pas de parti majoritaire ni même de discipline partisane bien établie au centre, l'instabilité gouvernementale menaçait à nouveau.

De nouvelles **élections** eurent lieu en **novembre 1946**. Les résultats furent conformes en gros à ceux des précédents scrutins. Les communistes obtinrent leur plus fort score de tous les temps (28,2%), en revanche la S.F.I.O. régressa à 17,9%: elle n'avait pas de militants aussi convaincus que le P.C.F.; elle était traversée par des disputes intestines, notamment entre Mollet et Blum; elle recrutait de plus en plus ses électeurs parmi les classes moyennes, et de ce fait se trouvait "prise en sandwich" entre le P.C.F., en passe de lui confisquer son électorat populaire, et le M.R.P., puissant parmi les classes moyennes anticommunistes. Le M.R.P. progressait; même les radicaux firent un timide retour. En janvier 1947, les représentants du peuple élurent à la présidence de la République le socialiste Vincent **Auriol**, homme d'expérience et symbole des grandes heures de la gauche (il était député depuis 1914, avait été ministre en 1936; il avait refusé les pleins pouvoirs à Pétain). Blum fut écarté à cause de son grand âge. Auriol désigna le socialiste Paul **Ramadier**¹ à la présidence du Conseil; celui-ci reconduisit le tripartisme. Le communiste François Billoux obtint la Défense nationale, mais vidée de sa substance par la création de trois ministères d'armes (l'Armée, l'Air, la Marine).

Il y avait eu sept scrutins en moins de deux ans; les Français étaient fatigués de voter, et déçus par la constitution dans leur grande majorité. La nouvelle République était à gauche, mais avec le début de la guerre froide le problème de la participation des communistes au gouvernement allait très vite se poser, et avec lui celui de la stabilité du régime. De plus l'homme fort de l'après-guerre, de Gaulle, était hostile à la IV^e République; pour l'instant, il se contentait de boudier à la Boisserie, sa propriété de Colombey-les-deux-Églises. Les **problèmes économiques** demeuraient aigus: les récoltes ayant été mauvaises, le rationnement dut être maintenu, la ration de pain fut même réduite en août 1947 — le ministre du ravitaillement, Yves Farges, menaçait de faire fusiller les trafiquants et voulait faire photographier le territoire national par avion pour mieux connaître les ressources et empêcher l'accaparement des céréales! L'inflation atteignait les 100% par an, les salaires ne suivaient pas, d'autant plus que le P.C.F. décourageait encore les grèves: il fallait d'abord gagner la "bataille de la production". De **nouveaux problèmes** apparaissaient **à l'extérieur**: les relations entre les deux superpuissances s'aggravaient à vue d'œil; les Américains commençaient à parler d'un réarmement de

¹ Paul Ramadier (1888-1991) avait fait partie du P.S.F. de Déat, mais avait voté contre les pleins pouvoirs à Pétain.

l'Allemagne; le cycle des guerres coloniales s'enclenchait en Indochine et à Madagascar. Bref, **la nouvelle République était bien mal partie.**

II-Le laborieux fonctionnement du régime (1947-1955).

Ces années furent agitées en politique extérieure, étrangère (le coup de Prague en février 1948, le blocus de Berlin de juin 1948 à juin 1949, la guerre de Corée en 1950-1953...) aussi bien que coloniale (l'insurrection malgache, la première guerre du Vietnam), mais tout autant en politique intérieure. Le durcissement des communistes, l'offensive avortée des gaullistes contre le régime, l'instabilité ministérielle pouvaient justifier tous les parallèles avec les années 1930.

A) Les communistes français en guerre froide.

Le **5 mai 1947**, Daladier renvoya ses cinq ministres communistes: un geste d'autant plus spectaculaire que le P.C.F. avait participé à tous les cabinets depuis la Libération, que Thorez figurait parmi les évincés, enfin que l'Assemblée n'avait pris aucune part à la décision¹. Cette brutale **rupture du tripartisme** était due sans doute en partie à des pressions des Américains (des événements comparables eurent lieu en Italie, au Luxembourg et en Belgique entre mars et mai — par ailleurs, ce fut en juin 1947 que les États-Unis proposèrent le plan Marshall à l'Europe). Par ailleurs, à Moscou l'ambiance n'était plus à la collaboration avec les forces bourgeoises. Les communistes s'emparaient du pouvoir partout en Europe centrale; en septembre 1947, à Szlarska Poreba en Pologne, ce fut la naissance du Kominform, qui marquait le retour à une stratégie de tension en Europe (voyez le cours sur l'U.R.S.S., chapitre 6). Jacques Duclos, qui représentait le P.C.F. à Szlarska Poreba, se fit violemment morigéner pour avoir collaboré à un gouvernement bourgeois: Jdanov le taxa de « crétinisme parlementaire ». Il fit son autocritique, ainsi que Thorez qui déclara en octobre: « nous n'avons pas su démasquer dès le début la conduite des socialistes (...) comme (...) une honteuse trahison des intérêts nationaux ».

¹ Sur le moment les militants communistes n'y virent qu'une péripétie et préparèrent leur prochain retour au pouvoir; en fait, ils restèrent exclus du pouvoir jusqu'en 1981, et ils y revinrent dans des circonstances très différentes, partenaires mineurs et en déclin d'un P.S. triomphant, qui leur imposa de prendre part au tournant impopulaire de la "rigueur".

Depuis plusieurs mois du reste, le P.C.F. ne faisait que critiquer la politique gouvernementale: en matière de politique étrangère, pour son atlantisme (à partir de 1948, s'y ajouta une violente dénonciation du conflit indochinois); en matière sociale (Ramadier souhaitait prolonger le blocage des salaires en vigueur depuis la guerre, pour limiter l'inflation; le P.C.F. s'y opposait, en partie parce que sa base grognait de plus en plus); en matière économique (les communistes demandaient entre autres la nationalisation de toutes les banques). Après Szlarska Poreba, ces critiques s'inscrivirent dans l'argumentaire cohérent forgé par Jdanov: il fallait réagir au complot du "camp de la guerre" contre le "camp de la paix", lutter contre les agressions contre l'U.R.S.S., "patrie du socialisme", et contre la vassalisation de la France (par le plan Marshall, par les accords Blum-Byrnes qui en 1946, en échange de l'annulation de nos dettes, avait notamment permis aux films américains d'entrer plus facilement en France; etc.). Avec habileté, **le P.C.F. demeurait dans le registre "national-jacobin"**¹ des années 1934-1939 et 1941-1947, qui lui avait si bien réussi (notez, dans la citation de Thorez ci-dessus, la référence aux intérêts "nationaux", et non aux luttes de classes); désormais en rupture avec les autres forces politiques, il essayait de se l'approprier. Ce registre, le P.C.F. l'a conservé jusqu'à nos jours.

Il s'appropriait surtout l'**antiaméricanisme**, à peu près absent jusque-là en France (sauf sous la forme du mépris pour les sauvages incultes d'outre-Atlantique), mais qui se développait à vive allure en réaction à l'hégémonie des États-Unis dans de nombreux domaines et à la conscience aiguë du déclin de notre pays². On vit ainsi se développer une xénophobie "progressiste" de bon aloi, très chic même dans certains milieux plus larges d'ailleurs que les seuls milieux communistes (à partir des années 1960, ce fut une des constantes du tiers-mondisme — voyez *Le Monde diplomatique*, *passim* — et aussi, sur un mode bien moins agressif, du gaullisme). Sartre, ce parangon de finesse politique, écrivit un jour, à propos des accords Blum-Byrnes: « attention, **l'Amérique a la peste** ».

Je souhaite souligner, à titre d'intuition personnelle, que cette détestation, au moins dans les formes radicales qu'elle prend à l'extrême-gauche, me semble prendre le relais direct de l'antibritannisme d'avant 1940, qui était populaire mais pas spécialement marqué à gauche, et même de certaines formes d'antisémitisme anticapitaliste du XIXe siècle: le complot des multinationales a pris le relais de celui des sages de Sion; l'Amérique, d'ailleurs, n'est-elle pas l'alliée d'Israël? (par quoi l'on rejoint un certain tiers-mondisme assez malodorant, renforcé par l'opposition à la

¹ C'est moi qui ai inventé cet adjectif. Donc, prudence et guillemets.

² En février 1950, les députés communistes demandèrent l'interdiction du coca-cola, commercialisé en France depuis décembre 1949: c'était une drogue susceptible de provoquer une dépendance, et surtout elle concurrençait les saines boissons françaises (quelques années plus tard, Poujade reprenait le même thème à propos du lait de Mendès-France — voyez plus bas). La loi fut votée, mais pas appliquée.

"sale guerre" en Algérie¹). Le lobby juif y est puissant, n'est-ce pas? Ou, dans une variante plus présentable: le capital n'a pas de patrie (à gauche, on ne dit plus qu'il est cosmopolite). En somme, des passions discréditées par Vichy auraient été recyclées, sous des formes plus ou moins atténuées, par cette extrême-gauche qui, somme toute, assume l'ensemble de la contestation "moderniste" de la démocratie depuis que les socialismes "autoritaires" ou "organiques" de l'entre-deux-guerres² ont sombré dans l'horreur. Attention: je ne dis pas que l'antisémitisme était une dimension essentielle du communisme, mais la fortune et la ductilité de la notion d'"ennemi de classe" m'évoque parfois cette formule de Céline (citée de mémoire): "il nous restera bien toujours quelque chose à haïr".

La tension monta très vite. Duclos déclarait qu'« il n'y a[vait] pas de différence entre un Pétain qui collabor[ait] et un de Gaulle qui se livr[ait] aux Anglo-Saxons »; Blum répliqua que « le communisme international a[vait] ouvertement déclaré la guerre à la démocratie française », et traita le P.C.F. de « parti nationaliste étranger ». Cependant **jamais les communistes ne renoncèrent à l'action politique légale**: ils n'avaient pas les moyens d'une action révolutionnaire, Staline d'ailleurs ne voulait pas d'épreuve de force, et surtout il est probable qu'une majorité de leurs troupes n'eussent pas suivi — toujours cet écartèlement entre la culture bolchevique des dirigeants et le recul des militants devant la violence révolutionnaire; mais selon les instructions de Staline les camarades français s'occupaient d'"affaiblir le camp impérialiste" afin de l'empêcher de déclencher un nouveau conflit mondial contre l'U.R.S.S. Agitation donc, mais pas subversion. Du reste cela ne réussissait pas si mal: le P.C.F. maintint ses positions aux municipales de la fin de l'année.

En revanche, les communistes appuyèrent, encadrèrent et même à l'occasion déclenchèrent des **grèves** d'allure politique et révolutionnaire³ qui furent l'autre grand événement de cette année 1947 en politique intérieure. À l'origine il s'agissait, comme en 1936, d'**un mouvement spontané**, lancé aux usines Renault en avril 1947, à l'origine semble-t-il par des trotskystes: l'inflation rongea le pouvoir d'achat des ouvriers, le temps de travail s'était allongé

¹ Au moment de la guerre du Golfe (1991), qui agita pas mal les collègues de la banlieue nord de Paris, une de mes collègues, militante trotskyste, soutenait que "le véritable génocide aujourd'hui, c'est celui des Palestiniens". Quant à la guerre, c'était évidemment un complot du grand capital, lié à Israël. Dans ces représentations, c'est cependant Israël qui est au service du capitalisme, pas le contraire comme avant 1944.

² C'est bien ainsi que se sont toujours désignés les fascismes; il y a ni plus ni moins de raison de leur dénier ce qualificatif de "socialistes" qu'au léninisme, idéologie qui n'a pas grand-chose à voir avec les idées de Marx, de Louis Blanc et de Jaurès. Voyez à ce sujet le début du texte de Rebatet qui figure en annexe du chapitre 13. Je vous rappelle qu'en aucun cas les fascistes ne se percevaient "à droite".

³ J'écris bien: "d'allure". L'époque étant au manichéisme, le discours des grévistes était très radical et faisait peur, comme en 1919-1920. Il y avait sans doute une certaine volupté à cela, un peu de jeu chez certains acteurs, un peu de vengeance de l'échec du Front populaire, et par ailleurs de l'exagération dans les réactions de peur de l'autre camp: l'"homme au couteau entre les dents" reprenait du service. Mais il est probable que certains au P.C.F. en profitèrent pour tester, sans trop s'engager, jusqu'où le mécontentement pouvait mener les prolétaires. Autrement dit, des grèves qui n'étaient que d'allure révolutionnaire auraient très bien pu le devenir réellement, si une dynamique s'était enclenchée et si les consignes en ce sens étaient venues de Moscou.

depuis la Libération... Mais très vite, bien avant septembre, **le P.C.F. prit le train en marche** par C.G.T. interposée, en partie parce qu'après trois ans d'exercice des responsabilités du pouvoir il craignait d'être débordé par plus à gauche que lui: il tenait à sa "fonction tribunicienne", comme on dit à Sciences-Po.

Les grèves touchèrent bientôt toutes les branches, le secteur public aussi bien que le privé. Elles furent impressionnantes: il y eut **vingt-trois millions de journées de travail perdues** en 1947 contre trois cent soixante quatorze mille en 1946! Très dures, elles n'étaient pas forcément sur le fond beaucoup plus politiques ni plus révolutionnaires que celles de 1936, au moins jusqu'à Szlarska Poreba: l'essentiel des revendications portait sur les salaires et les avantages sociaux. Mais la psychose du complot subversif régnait: Ramadier accusait « un chef d'orchestre clandestin » d'être à l'origine du mouvement. L'apogée de l'agitation se situa en novembre-décembre: le gouvernement Ramadier dut démissionner. Le fait que dans les derniers mois de 1947 le ministre de l'Intérieur, c'est-à-dire de la répression¹, fût le socialiste Jules Moch, aggrava la fracture de la gauche: les communistes le traitaient d'"hitlérien" (délicate attention pour un juif), et traitaient la S.F.I.O. d'"aile marchante du parti américain". L'effet le plus durable des grèves fut de provoquer une nouvelle **scission de la C.G.T.**, définitive cette fois: les non-communistes, minoritaires, la quittèrent en décembre 1947 pour fonder la C.G.T.-F.O., animée entre autres par le cacochyme Léon Jouhaux, élément quelque peu rassis de légitimité historique, et par le jeune André Bergeron²; elle maintint vaille que vaille la tradition de la grève apolitique et réformiste, malgré des infiltrations récurrentes en provenance de l'extrême-gauche. Les communistes gardèrent la vieille maison, avec à sa tête Benoît Frachon jusqu'en 1967, puis Georges Séguy jusqu'en 1982, puis Henri Krasucki jusqu'en 1992; durant toute la période à votre programme la C.G.T. fut le syndicat majoritaire dans l'industrie, avec un discours assez révolutionnaire (mais une pratique réformiste, ne fût-ce que parce que la Révolution n'était pas d'actualité) et des liens fort étroit avec le parti de la classe ouvrière: le secrétaire général de la C.G.R. siégeait *ès qualités* au Comité central du Parti communiste.

Pourtant à partir de décembre 1947 les choses se calmèrent, mis à part un bref rebond d'activité revendicatrice au printemps 1948: au total, les grandes grèves de 1947-1948 furent un échec. Les **maladresses** et des **excès des communistes** finirent par leur coûter cher. Ils entretenaient un climat de violence qui inquiétait. En novembre 1947, leurs députés firent de l'obstruction à la Chambre, occupant la tribune cinq jours durant avant d'en être expulsés. Les bagarres autour des usines en grève firent quelques morts; il y eut des sabotages, des mines noyées, des chemins de fer qui déraillèrent — l'un de ces accidents fit vingt et un morts en décembre. À Marseille, le nouveau maire gaulliste, Carlini, fut molesté en pleine séance du

¹ Ce furent les premières grèves dont la répression fut confiée aux Compagnies républicaines de Sécurité (C.R.S.), apparues en 1945.

² Jouhaux mourut en 1954; Bergeron fut à la tête de F.O. de 1963 à 1971, puis passa à la C.F.D.T.

conseil municipal; le chef de file des socialistes locaux, Gaston Deferre, attaqué avec une violence verbale inouïe, ne se déplaçait plus qu'avec une mitraillette dans sa voiture... On pouvait avoir l'impression que le pays était à la veille d'un coup de force, comme celui qui mit Prague au pas au mois de février suivant.

Le P.C.F. applaudit évidemment le coup de Prague, "magnifique victoire de la démocratie tchécoslovaque"¹, et la condamnation de Tito par Staline en juin 1948. Il encensait la "science prolétarienne" des lyssenkistes²; les communistes français revendiquaient l'honneur d'être "les meilleurs staliniens", et Thorez le titre de "premier stalilien de France". Le P.C.F. apparaissait comme "le parti de l'étranger", Guy Mollet eut cette formule restée célèbre: « le Parti Communiste Français n'est pas à gauche, il est à l'est ». Des campagnes d'opinion nauséabondes se succédaient, notamment contre les auteurs de témoignages sur la terreur et les camps de concentration soviétiques: Arthur Koestler, auteur du *Zéro et l'infini*, roman à clef sur les procès de Moscou, paru en 1945; David Rousset, auteur de *L'univers concentrationnaire* (paru en 1950); et surtout **Kravtchenko**, un transfuge de l'U.R.S.S., dont l'ouvrage *J'ai choisi la liberté* fut traîné dans la boue par les communistes et les "compagnons de route"³. Le romancier communiste Roger Vaillant déclarait à ce propos en 1950: « le problème du travail forcé en

¹ En 1996 encore, une collègue de La Bruyère, aujourd'hui retraitée, m'a soutenu que la Tchécoslovaquie était, avec le Chili, le seul pays où les communistes étaient arrivés au pouvoir légitimement. L'assertion est doublement étrange, puisqu'au Chili les communistes n'ont jamais été au pouvoir. L'information n'a jamais été le fort des staliniens.

² Voyez le cours sur l'U.R.S.S., chapitre 4.

³ Victor Kravchenko (1905-1966), un Ukrainien, diplomate aux États-Unis, avait fait défection en 1944. Son ouvrage était paru aux États-Unis en 1947; les premières attaques en France (dans les *Lettres françaises*) datent des jours suivants: elles accusaient Kravchenko d'être « un répugnant pantin fabriqué à Washington avec la même docilité d'une cargaison de chewing-gum ou de corned-beef ». Avant même la parution de la traduction française, Kravchenko engagea des poursuites contre la revue d'Aragon et contre *l'Humanité*; il expliqua au procès que le P.C.F. « méritait qu'on s'occupât de lui ». Le procès eut lieu en janvier-mars 1949, ce fut un événement mondial: Aragon, Gide, Mauriac s'y montraient; parmi les journalistes on comptait Nina Berberova, parmi les témoins cités par Kravchenko, au milieu d'un défilé de réfugiés, Margarethe Buber-Neumann. On criait, on se giflait; un spectateur sortit un couteau...

Les diffamateurs furent condamnés, mais le tribunal publia des attendus prudents concernant le stalinisme: le pays de la Révolution française a toujours hésité à juger sa fille. L'ouvrage eut un grand succès, en bonne part de scandale: il s'en écoula 500.000 exemplaires. Ce fut le premier témoignage sur l'U.R.S.S. à se vendre autant, trente ans avant *L'Archipel du Goulag*; mais c'était loin d'être le premier à paraître — en fait, le premier date de 1919, et le premier récit des camps, fondé sur des témoignages des évadés des Solovki, date de 1927; mais avant la guerre froide le destin des Russes ne préoccupait guère l'opinion, la droite mise à part, et puis justement toutes ces informations venaient de la droite, donc elles étaient suspectes, même avant le Front Populaire (voyez le cours sur l'U.R.S.S., chapitre 6). Du reste Kravchenko ne parvint pas à rompre le barrage établi par les bien-pensants: pas un seul homme de gauche ne vint témoigner pour lui; durant trente ans il fut essentiellement lu et cité à droite, autant dire qu'il n'avait pas d'existence dans le débat intellectuel. Ce fut à Soljenitsyne, justement, qu'il revint de convaincre à gauche.

Je cite pour terminer cette note quelques remarques intéressantes de Joe Nordmann (je ne sais pas qui c'est), dans ses *Mémoires* parues en 1996, où il présente ses excuses à Margarethe Buber-Neumann: « à cause de ce procès, à cause de ce que j'y ai proféré, on m'a accusé de stalinisme. C'est un qualificatif dont on n'a connu la teneur que bien plus tard, lorsque la réalité de la terreur stalinienne a été parfaitement établie. Comment l'aurais-je mérité, en ce sens, moi qui m'étais toujours battu pour défendre la liberté? (...) Je retrouvais dans la représentation monstrueuse de l'U.R.S.S. la diabolisation de la Révolution française par les émigrés de 1792. (...) Comme un avatar d'une très ancienne conspiration contre le progrès, dont la forme contemporaine s'en prenait au socialisme et à sa terre symbole. ».

U.R.S.S. ne m'intéresse en aucune manière; il est bien évident qu'il ne peut y avoir de liberté pour les ennemis de la liberté ». Même André Breton, "compagnon de route" pourtant des plus turbulent, partageait cette haine pour ceux qui s'opposaient au "sens de l'Histoire"; à la même époque, comme on lui demandait d'intervenir pour un écrivain emprisonné en Tchécoslovaquie, il répondit: « j'ai trop à faire avec les innocents qui crient leur innocence pour m'occuper des coupables qui clament leur culpabilité ».

Il y eut une **nouvelle poussée de fièvre au moment de la guerre de Corée**. En mai 1952, le P.C.F. organisa à Paris une manifestation monstre à l'occasion de la visite du général Ridgway, un ancien commandant des troupes américaines en Corée qui venait prendre le commandement en chef de l'O.T.A.N.; les communistes l'accusaient d'avoir utilisé des armes bactériologiques en Corée, et l'appelaient "Ridgway-la-Peste". La manifestation, très dure, fit un mort et aboutit à l'arrestation (pour quelques jours) du député communiste Jacques Duclos, la suite la rocambolesque "**affaire des pigeons**" où le gouvernement se ridiculisa. La police avait découvert dans le coffre de la voiture de Duclos un couple de pigeons, destinés à un repas, mais que le ministère de l'Intérieur assimila à des pigeons voyageurs destinées à transmettre des consignes subversives. Les militants communistes étaient étroitement surveillés; dans la fonction publique, leur carrière était entravée. Par ailleurs, le P.C.F. était traversé par des **tensions internes**: toute une série d'anciens résistants, supposés trop indépendants par la direction thorézienne qui avait passé la guerre à Moscou (ils avaient une légitimité "externe" qui gênait le Parti), furent exclus à la suite de procédures staliniennes qui rappelaient les procès de Moscou et surtout ceux qui venaient de se dérouler dans les pays de l'est après le schisme titiste¹; parmi eux, Marty, Tillon (en septembre 1952) et aussi Georges Guingouin, le libérateur de Limoges.

Les **communistes** se font **moins agressifs** après la mort de Staline et le "dégel". Pourtant ce fut dans ces années que **le P.C.F. s'enferma dans un ghetto**, dans une "culture de guerre froide" sectaire, bien-pensante et paranoïaque dont il eut énormément de mal à sortir dans les années 1970, 1980 et 1990. Il faut bien comprendre que jusqu'en 1956 au moins c'était un ghetto doré: le Parti communiste déclinait en effectifs, mais il comptait encore plusieurs centaines de milliers de militants (500.000 en 1952); sa presse perdit la moitié de ses lecteurs entre 1946 et 1952, mais elle tirait toujours à 3.200.000 exemplaires au total; il ne parvint pas à réitérer les exploits électoraux des années 1940, mais il demeurait le premier parti de France: il rassembla 26,9% des voix aux législatives de 1951 et 25,9% à celles de 1956. Le prestige de

¹ Tito était lui aussi un résistant. Lors des procès des années 1940-1950, en Tchécoslovaquie et en Roumanie notamment, les équipes issues des Résistances communistes nationales furent décapités au profit d'hommes qui avaient passé la guerre à Moscou et devaient tout au "grand frère".

l'U.R.S.S. était encore très grand, au moins dans les milieux intellectuels; les témoignages critiques qui en arrivaient étaient toujours traités comme de la propagande capitaliste.

Lorsque le rapport Khrouchtchev fut connu en Occident, les communistes en mirent en doute l'authenticité durant plusieurs années: ils parlaient du "rapport attribué au camarade Khrouchtchev". Quant à la révolution hongroise d'octobre 1956, elle fut traînée dans la boue, traitée de contre-révolution: on insistait beaucoup, dans toute la gauche d'ailleurs, sur le rôle qu'y avaient joué le très réactionnaire cardinal Mindszenty et l'ancienne droite agrarienne marginalisée en 1947, des forces que l'on assimilait à la fois au passé austro-hongrois (c'étaient l'Église et les grands propriétaires qui essayaient de récupérer leurs terres, comme en Espagne lors de la guerre civile) et à la collaboration avec le régime de Horthy, voire avec les nazis¹. Un anticommuniste était forcément un fasciste: « un anticommuniste est un chien », avait écrit le très humaniste Sartre en 1952. On insistait aussi beaucoup sur le rôle de Radio Free Europe, la radio de propagande américaine basée à Munich, qui effectivement avait fait tout ce qu'elle avait pu pour exciter les insurgés, leur promettant une intervention occidentale qui ne vint jamais.

Le P.C.F. jouissait toujours du soutien d'intellectuels prestigieux. Certains étaient militants ou proches du Parti communiste depuis l'avant-guerre: Aragon, membre du Comité central depuis 1950², directeur, de fait depuis 1948 et de droit depuis 1953, des *Lettres françaises*; Elsa Triolet³, Paul Éluard; Frédéric Joliot-Curie (prix Nobel de physique, professeur au Collège de France), Fernand Léger, Pablo Picasso qui prit sa carte à la Libération. Ils n'étaient d'ailleurs pas à l'abri des critiques, Picasso notamment dont l'art était fort éloigné des canons du "réalisme soviétique" que Moscou promouvait à l'époque: il eut des ennuis notamment avec un portrait de Staline, trop juvénile et pas assez "petit père des peuples", qu'il publia à la mort du dictateur. On peut y ajouter Roger Vaillant (1907-1965) qui prit sa carte en 1952 et dont vous pouvez lire *325.000 francs*, paru en 1955: c'est l'histoire d'un ouvrier qui accepte des cadences infernales pour payer son pavillon et finit par laisser une main dans une presse à plastique. Il n'y avait malheureusement pas beaucoup d'hyperbole militante dans cette description: les ouvriers français payèrent très cher les trente glorieuses (voyez le chapitre 17). Parmi les ouvrages les plus explicitement engagés de Vaillant, *Le colonel Foster plaidera*

¹ Ce qui n'était pas forcément faux, au moins pour la dictature réactionnaire de Horthy; mais ce n'étaient pas ces gens-là qui avaient jeté un million de personnes dans les rues. Quant au parti agrarien, en fait il représentait plutôt les petits paysans qui avaient profité de la réforme agraire de 1945... et avaient d'autant moins de sympathies pour le collectivisme.

² Mais le véritable ordonnateur de la politique intellectuelle du P.C.F. était Laurent Casanova, qui fut notamment le propagateur de la thèse jdanovienne des "deux sciences" (voyez le cours sur l'U.R.S.S., chapitre 4).

³ Si vous avez un livre à lire de cette époque et de cette mouvance, lisez son *Roses à crédit*, paru en 1959. En revanche *Les communistes* d'Aragon, paru en 1950-1952, est un calamiteux hippopotame littéraire de deux mille pages; inachevé, il a été réécrit partiellement dans les années 1960 pour coller à la nouvelle ligne.

coupable, une pièce de théâtre de l'époque de la guerre de Corée, assimilait carrément les Américains aux nazis.

S'y ajoutait **une nouvelle génération** dont le Parti communiste avait suscité l'éveil parmi ses militants, qui donc lui devait tout: c'étaient d'impeccables réalistes socialistes (ce qui ne signifie pas forcément que c'étaient de mauvais artistes). Parmi les écrivains, on peut citer l'ancien instituteur André **Stil** (né en 1921, mort à la fin des années 1990), auteur de *Le mot mineur, camarades* (paru en 1949), membre du Comité central à partir de 1952, prix Staline¹; parmi les peintres, l'ancien métallo André **Fougeron** (1913-1998), dont l'exposition *Le pays des mines*, en 1951, fut un manifeste des thèses artistiques jdanoviennes, et dont le tableau le plus célèbre, *Civilisation atlantique* (1953), une charge contre l'Amérique, lui valut du reste des remontrances d'Aragon pour réalisme insuffisant.

Il y avait aussi les **"compagnons de route"**, qui n'adhéraient pas au P.C.F. mais qui le défendaient contre les attaques de la réaction, et dont les communistes se servaient pour illustrer l'attrait de leur idées: le résistant Emmanuel d'Astier de la Vigerie, qui dirigea le premier *Libération* jusqu'à sa fermeture en 1964²; Julien Benda, Vercors, Camus; et même l'imprévisible Sartre de 1952 à 1956 (voyez plus bas). Ils écrivaient notamment dans *Europe*, revue littéraire "progressiste", ou dans la *Nouvelle critique* du philosophe Jean Kanapa (1921-1978), deux revues bien plus lues que les très stalinienne *Lettres françaises*³. Grâce à eux, et aussi du fait des complaisances d'*Esprit* et du *Monde* notamment, l'hégémonie du P.C.F. sur la vie intellectuelle ne reculait guère: **le dogme selon lequel les communistes étaient des progressistes et des démocrates, des alliés de la gauche dans le combat pour le progrès**, ce que j'appelle ailleurs dans ce cours "l'idéologie de Front Populaire", **était indiscuté**; même ceux qui critiquaient l'U.R.S.S. et le stalinisme le faisaient avec d'innombrables précautions (pas question notamment d'attaquer Lénine!) et dans le cadre d'un système de pensée fondamentalement homogène avec ce qu'ils critiquaient, ce qui leur ôtait à l'avance toute possibilité de l'emporter: c'était notamment la limite du "neutralisme" du *Monde*, qui prétendait ne pas choisir son camp, tentait d'informer sur la répression dans les pays de l'est, détestait Staline, mais était intellectuellement prisonnier de ses révérences.

Le cas de l'idiot de la famille philosophique, Jean-Paul **Sartre**, illustre bien la complexité des rapports entre les communistes et les intellectuels. Dans les années 1940 il était en butte à l'hostilité des communistes (il se fit traiter un jour de "hyène dactylographe"); il avait fondé en février 1948, avec Maurice Merleau-Ponty et David Rousset, le Rassemblement démocratique

¹ Le Nobel du bloc de l'Est, plus tard rebaptisé prix Lénine.

² L'actuel *Libération* a été fondé dans la mouvance post-soixante-huitarde en 1972.

³ Kanapa tenait tout de même Staline, en 1951, pour un « géant de la pensée » et « le meilleur intellectuel du communisme ».

révolutionnaire (R.D.R.), un parti qui voulait être la voix des intellectuels dans le débat politique et celle des hommes de gauche opposés à la fois au réformisme socialiste et au stalinisme: jamais la logique de l'engagement des intellectuels ne fut poussée aussi loin¹. Ce fut évidemment un échec: l'expérience ne dura qu'un an et demi. Dans cette période de sa vie, Sartre, quoique hostile au capitalisme, au colonialisme et à l'impérialisme américain, était assez anticommuniste pour écrire: « depuis la disparition du nazisme, le régime stalinien est la réaction sociale la plus féroce qui soit », ce qui ne l'empêchait pas de proclamer qu'il avait les mêmes valeurs que les communistes... Puis il changea d'avis avec la guerre de Corée, preuve selon lui de l'ignominie de l'impérialisme: et puis « il ne [fallait] pas désespérer Billancourt », selon l'expression d'un personnage d'une de ses pièces. Le P.C.F. accueillit avec circonspection ce transfuge de marque certes (et définitivement mythifié par la parution des *Mandarins* de Beauvoir, prix Goncourt 1954), mais quelque peu imprévisible²: on lui confia divers postes prestigieux et sans pouvoir, dont la présidence de l'association France-U.R.S.S. D'un voyage dans la patrie du socialisme, en 1954, l'ineffable ramena une série d'articles intitulés « la liberté de critique est totale en U.R.S.S. »... L'homme aux mille erreurs³ s'éloigna du communisme orthodoxe après l'affaire hongroise, mais ce fut pour dériver à l'extrême-gauche.

Rappelez-vous que "l'agité du bocal"⁴ était alors la conscience de toute la gauche. Tous ces intellectuels ne faisaient pas qu'écrire ou peindre, pour eux ou pour le Parti: dans la lignée de la geste des intellectuels français, ils signaient des brassées de pétitions et portaient la bonne parole au peuple dans les meetings⁵. Le P.C.F. les mobilisa notamment pour soutenir le "**Mouvement de la Paix**", dont l'emblème était la fameuse "colombe de la paix" de Picasso. Cette officine fondée en 1949 était censée rassembler tous les pacifistes; elle se distingua surtout par une fidélité canine à la politique extérieure soviétique. Sa plus grande réussite fut l'appel de Stockholm contre la bombe atomique, une pétition lancée en mars 1950 et qui réunit plus d'un million de signatures en France⁶. Il y avait d'autres sous-marins communistes, dont une Union des Chrétiens progressistes, fondée en 1948 et suspendue *a divinis* en 1950.

Dans un monde intellectuel encore très marqué par la guerre froide, peu de voix s'élevaient pour dénoncer *L'opium des intellectuels*, titre d'un ouvrage de **Raymond**

¹ C'est de cette année 1948 que date *Les mains sales*.

² Ce fut quand même en 1954 que Sartre publia son *Saint Genet, comédien et martyr* qui fit grincer quelques dents prolétariennement bien-pensantes. Il se rattrapa avec le très stalinien *Nekrassov* en 1955.

³ À ce propos, preuve "par Sartre" de l'existence de Dieu, selon Bernard Frank (citation approximative): "Sartre s'est toujours trompé, or Sartre croit que Dieu n'existe pas, ergo..."

⁴ Titre du dernier pamphlet de Céline, publié en 1948.

⁵ Un bon exemple: l'affaire Henri Martin, en mars 1950. Ce jeune marin communiste avait été condamné pour propagande antimilitariste et sabotage (il niait la seconde de ces accusations). Picasso fit son portrait; Sartre, pourtant en délicatesse avec le P.C.F., intervint auprès d'Auriol pour réclamer sa grâce. Celle-ci fut accordée en 1953; la même année, Sartre, désormais dans la ligne, publia un texte intitulé *L'affaire Henri Martin*. Ce n'est évidemment pas le Henri Martin de l'avenue, qui est un ancien maire du XVI^e arrondissement!

⁶ Dont celle du jeune Jacques Chirac.

Aron paru en 1955. Elles étaient méprisées, insultées — Aron lui-même était bien plus lu aux États-Unis qu'en France. Dans les années 1960 encore, une formule célèbre assurait qu'"il valait mieux avoir tort avec Sartre que raison avec Aron" ... Les Américains avaient tenté de susciter des organisations concurrentes de celles des communistes, comme "Paix et Liberté"; mais cette dernière fut accusée d'être financée par la C.I.A. C'était exact, mais les vertueux dénonciateurs émargeaient au K.G.B., et traitaient de tous les noms ceux qui en faisaient mention. Aron collaborait à une revue du nom de *Liberté de l'esprit*; Malraux essaya de susciter une mobilisation des intellectuels au profit du R.P.F., mais il faut bien dire que ses romans publiés avant-guerre envoyaient d'autres messages à leurs lecteurs! Il renia carrément le plus engagé, *Le temps du mépris*, et réécrivit *Les conquérants*. Mauriac aussi essaya de contester l'hégémonie intellectuelle de Sartre; la position de Camus, qui fit paraître *La peste* en 1947, *L'homme révolté* en 1951 et *La chute* en 1956, était nettement plus complexe, car tout en condamnant la violence révolutionnaire et la primauté de la fin sur les moyens, il refusa toujours de rompre les ponts avec le camp du progressisme¹.

Les militants² formaient ce qu'Annie Kriegel, elle-même ancienne communiste, a appelé dans l'un de ses ouvrages "**une contre-société**". Ils vivaient pour et par "le Parti", comme on disait; lui prenait en charge l'ensemble ou presque de leur socialisation. Avant de faire de ce monde aujourd'hui étrange une description quelque peu ironique, mais il n'y a pas d'ironie sans tendresse, je voudrais souligner **ce que l'univers communiste eut de positif** pour beaucoup d'ouvriers et de paysans qui, sans le Parti, n'eussent jamais eu accès à la lecture, aux concerts, aux voyages; pour beaucoup de prolétaires déracinés qui, sans le Parti, eussent sans doute été effroyablement seuls. Il y avait dans ce milieu une solidarité qui faisait chaud au cœur, et qui d'ailleurs permit des conquêtes sociales; une grande générosité, et, je voudrais y insister, un authentique souci des gens chez ceux, nombreux, que l'idéologie n'avait pas complètement desséchés. Bien sûr il y avait également, comme dans toute secte³, des pressions, des violences parfois, et la terrible marginalité des exclus auxquels tous d'un coup tournaient le dos⁴; un certain autisme aussi dont les conséquences ont pu être dramatiques lorsque ce monde s'est

¹ À cette vue d'ensemble des milieux intellectuels non communistes des années 1950, il faut ajouter le groupe dit des *Hussards*, dont les œuvres elles-mêmes n'étaient pas politisées, mais dont le refus même de participer au culte de l'"engagement" comme on l'attendait à l'époque les faisait classer à droite. Parmi eux, Roger Nimier et Antoine Blondin, volontiers ironiques envers l'*establishment* intello-révolutionnaire. Dans les années 1958-1962, la plupart des *Hussards* soutinrent la cause de l'Algérie française.

² N.B. Ce qui suit ne porte pas exclusivement sur les années 1950. C'est plus de l'Histoire des mentalités que de l'Histoire politique; et les mentalités changent avec lenteur.

³ Employez quand même ce mot avec précaution.

⁴ Vous pouvez lire sur ce thème *Uranus*, de Marcel Aymé.

effondré. L'un de mes grands-oncles, en 1992, plutôt que de reconnaître la vanité de ses rêves et l'échec de ses espoirs, s'est suicidé en se tenant la tête dans une cuvette pleine d'eau.

Tout était communiste autour d'eux. Il faut imaginer l'ambiance de ces municipalités de banlieue rouge (en région parisienne, Ivry et Champigny-sur-Marne en sont encore aujourd'hui de bons exemples; Saint-Denis et Aubervilliers étaient parmi les plus caricaturales dans les années 1950) où le maire et le député étaient communistes, où l'on allait de la place Lénine à la rue de la Mutualité par la rue Jean-Jaurès, le boulevard Roger-Salengro et le boulevard de Stalingrad¹. Le Premier mai, le 7 novembre et le jour des Fédérés, le 28 mai, et même, au début des années 1950, de l'anniversaire de Staline, y étaient des fêtes aussi importantes que le 14 juillet; les manifestations de soutien aux grèves ou au Mouvement de la Paix venaient varier un peu le quotidien. **L'on dépendait du Parti tant pour le logement**, car dans ces communes les H.L.M. étaient nombreuses et attribuées sur des critères ouvertement politiques (les municipalités s'assuraient ainsi des voix) que **pour les loisirs** des enfants, assurés par des "patronages laïcs" fort militants, qui recrutaient pour les "vaillants" et les "vaillantes", les scouts et guides communistes, puis pour la Jeunesse communiste (la J.C.); et même pour ceux des familles, car la C.G.T. avait ses propres résidences et ses propres campings. Dans les années 1960 et 1970, pour les séjours linguistiques des enfants, qui évitaient d'apprendre l'anglais, on s'adressait tout naturellement à l'association France-R.D.A.², lorsque les chères têtes blondes n'apprenaient pas le russe, auquel cas France-U.R.S.S. s'imposait³. Plus tard, l'élévation du niveau de vie aidant, les plus enragés allèrent passer leurs vacances en U.R.S.S. ou au bord de la mer Noire en Roumanie.

Et puis il y avait les réunions de cellules, les manifestations, les grèves, le porte-à-porte pour les pétitions et les quêtes, bref tout le militantisme, **« du journal que l'on vend au matin d'un dimanche⁴ / à l'affiche qu'on colle au mur du lendemain »** (Jean Ferrat, *Ma France*, chanson de 1969 — {voyez le texte complet en annexe de ce chapitre}). Dans les années 1950, les remises de cartes aux nouveaux membres étaient de véritables cérémonies. Parmi les sorties favorites (en région parisienne), outre les grands défilés revendicatifs ou commémoratifs (le plus important était évidemment celui du Premier mai), les meetings à la Mutualité ou à la Bourse du

¹ Topographie de Champigny-sur-Marne, en 1998.

² Voyez le cours sur l'Allemagne, chapitre 5, note. Le personnel de France-R.D.A. était entièrement formé de militants, et je peux témoigner qu'on revenait très "remonté" de ces séjours.

³ Il y avait dans les classes de russe un étrange mélange de militants communistes et de Russes blancs... J'en profite pour signaler que le mouvement espérantiste avait été complètement récupéré par le bloc de l'est, qui le finançait: l'espéranto était censé être une langue internationale alternative à l'anglais, et "neutre" — de toute façon la difficulté du russe lui interdisait cette fonction hors du bloc de l'est.

⁴ La vente de *L'Huma*, puis de *L'Huma-Dimanche* dans les années 1970 et 1980, sur les marchés, était l'un des rites essentiels du militantisme communiste. On avait froid ou chaud en commun et pour la cause; on discutait avec les passants, on portait la bonne parole, on comptait comme autant de victoires les exemplaires vendus à des inconnus, on ramenait à la cellule des chiffres de ventes plus ou moins glorieux. Autre geste typique: après l'avoir lu, laisser *L'Huma* sur la table de la salle des professeurs, du café, ou sur le siège de métro, des fois que cela ouvrit les yeux à quelqu'un...

travail, il y avait **la fête de *L'Humanité***, début septembre, où l'on jouait au chamboulou avec les binettes des politiciens réactionnaires, où l'on visitait les stands des sections, ceux des pays frères et ceux des mouvements de libération des peuples colonisés. Avant le grand discours de Thorez, plus tard de Waldeck-Rousseau puis de Marchais, qui marquait la rentrée politique, on écoutait les chanteurs engagés, Yves Montand dans les années 1950¹, Jean Ferrat dans les années 1960 et 1970, Mouloudji, Francesca Solleville dans les années 1960. C'était pour les militants une occasion d'amener de nouveaux membres au Parti: quelques jours après le Comité central annonçait triomphalement le nombre de bulletins d'adhésion qui avaient été placés.

On lisait *L'Huma* bien sûr, *Ce soir* en rentrant du travail, *La Terre* à la campagne, la presse régionale du Parti en province; mais aussi *Sputnik* (ce titre date des années 1960), un curieux décalque soviétique de *Sélection du Reader's Digest* jusque dans le format et la présentation. Comme il n'était pas question de lire autre chose l'information était fort orientée, avec notamment de nombreux "trous", au moins jusqu'à la généralisation de la télévision dans les milieux populaires à la fin des années 1960. En littérature, les plus instruits suivaient la production d'Aragon et d'André Stil, lisaient des "classiques" progressistes comme Diderot, Hugo et Vallès, un peu de Marx et de Lénine (pas trop!), et surtout beaucoup de vulgarisation politique et historique due aux intellectuels du Parti, Jean Kanapa ou Roger Garaudy², ou traduite du russe; d'autres, fiers toutefois des écrivains du Parti, se contentaient des mémoires de Thorez, *Fils du peuple*. On ne trouvait pas grand-chose d'autre de contemporain dans les bibliothèques municipales des banlieues rouges.

Les enfants se jetaient sur *Vaillant*, rebaptisé *Pif-gadget* vers 1970, où l'on pouvait lire les aventures du Grêlé 7-13 (voyez le chapitre 13), mais aussi celles du courageux Nasdine Hodja qui luttait contre divers potentats corrompus dans un Orient orienté, celles de Docteur Justice, médecin des pauvres, ou celles de Rahan, le fils de Crâo, hymne préhistorique et échevelé au progrès³. Tout cela était calqué sur la production américaine, déjà envahissante: il

¹ Il donna à cette époque de belles chansons engagées, dont *Quand un soldat* que Chanson Plus Bifluorée a reprise dans les années 1980. Dans les années 1960, il publia un disque de *Vieilles chansons de France* très engagées, qui a traîné dans toutes les discothèques de gauche jusque dans les années 1980, avec *Le chant des canuts*, *Le temps des cerises*, la très pacifiste *Giroflée*, *Girofla*, etc. Guy Béart, chanteur pompidolien (en tout cas il s'affichait beaucoup avec les Pompidou) réagit (*containment!*) par un autre disque, "apolitique", c'est-à-dire de droite, avec notamment *Sur le pont de Nantes* et *Vive la rose*. On pouvait alors distinguer les opinions politiques des gens à leur discothèque... La maison de disques du P.C.F. s'appelait *Le chant du monde*; elle fut la première à publier ce qu'on appellerait aujourd'hui de la *World music*, par exemple l'Argentin Atahualpa Yupanqui ou, plus tard (dans les années 1970), les Soviétiques Boulat Okoudjava et, déjà nettement moins dans la ligne, Vladimir Vissotski.

² Garaudy a été exclu du Parti dans les années 1970, s'est converti à l'islam et croise aujourd'hui dans les glauques eaux du négationnisme, ce qui aurait tendance à conforter mon intuition, ci-dessus exprimée, sur les liens entre le nationalisme communiste et l'antisémitisme.

³ La guerre froide traversait le milieu de la bande dessinée: *Spirou* et *Tintin*, revues issues des milieux catholiques sociaux belges, étaient de l'autre côté; il y avait aussi toute la production des studios américains Marvel (*Akim*), et celle des studios italiens de Disney (*Mickey-Parade*), profondément méprisée. Je signale aux bédéphiles

s'agissait de lutter contre l'ennemi de classe avec ses propres armes, efficaces à l'évidence. Les cinémas passaient des films soviétiques lorsqu'il y en avait de regardables (certains étaient très beaux, mais ils étaient un peu rébarbatifs pour ce public), ou les films français "apolitiques" qui d'ailleurs étaient très populaires en U.R.S.S. (ceux d'Yves Montand et Simone Signoret, plus tard ceux de Louis de Funès); ils évitaient autant que possible la production hollywoodienne. Pour des raisons financières il n'y avait pas vraiment de cinéma communiste français.

Il y avait évidemment des degrés dans tout cela: certains éléments de cette culture imprégnaient toute la gauche (elle débordait notamment du Parti sur une base locale, lieu d'habitation ou de travail: des gens qui dans un autre milieu eussent pensé autrement étaient amenés par inertie à partager non seulement des valeurs, mais des attitudes); d'autres en revanche, comme les vaillants, étaient réservés aux plus militants, et peu à peu se firent plus discrets, puis disparurent. C'était en tout cas **un univers dont on avait du mal à concevoir qu'on pût ne pas y appartenir**; un univers d'exaltation et de sûreté de soi (on avait l'Histoire avec soi, ce qui vaut le bon Dieu), de discussion passionnée et de discipline librement acceptée, lié à ce qu'on appelait le "**centralisme démocratique**" (« dans ma pratique quotidienne je dis clairement mon avis, mais si une décision est prise qui ne colle pas avec mon sentiment, je la respecte et je ne me permettrai pas de la saboter »¹).

L'idéologie véhiculée était **un mélange de vieux socialisme à la française** dans la lignée de la Commune et du Front populaire, révolutionnaire dans ses principes et dans sa phraséologie mais fondamentalement légaliste en pratique, très pacifiste dans la lignée de Jaurès, **très manichéen** (tout était pensé selon la dichotomie: "nous/eux"), davantage au fond la reprise de la lutte millénaire des "petits" face aux "gros" que de la lutte des classes à proprement parler; **de culte des leaders; de nationalisme** "antifasciste", c'est-à-dire antiaméricain et antieuropéen²; et enfin **d'in vraisemblable pruderie** petite-bourgeoise en matière de mœurs, sous couvert de "morale prolétarienne"³. Le bolchevisme à proprement parler n'y était présent que sous la forme de placages, imagerie niaise de Staline et enthousiasme mitchourinien au début des années 1950,

que c'est *Pif* qui a publié *Corto Maltese* en français, avant même la parution en italien (sauf *La ballade de la mer salée*).

¹ Eva Toulouze, communication personnelle. Le principe du centralisme démocratique était que les militants discutaient librement des problèmes, puis les avis des cellules remontaient, une majorité se dégagait, la direction ordonnait de l'appliquer, et à partir de ce moment tout le monde obéissait, puisque c'était dans l'intérêt du Parti. À l'évidence c'était une fiction pour les grandes décisions, qui venaient de Moscou ou du Comité central; mais on aurait tort d'imaginer que les militants ne faisaient que se taire et exécuter: dans les limites imposées par la fidélité à la ligne du Parti, les cellules étaient de vrais espaces de discussion.

² « L'internationalisme était un slogan plaqué et les traditions jacobines me semblent dans la pratique beaucoup plus fortes que les traditions marxistes. Ou plutôt l'internationalisme se manifestait dans le sentiment que nous avons notre mot à dire sur tout ce qui se passe dans le monde, ce nous étant en même temps le Parti, et quand même aussi la dimension française — le pays de la Révolution, de la Commune. C'est d'ailleurs ce qui a largement nourri l'antiaméricanisme » (même source).

³ Ce fut l'une des causes du grand divorce entre le P.C.F. et mai 1968. Dans les années 1970, le maire communiste de Vaulx-en-Velin, banlieue rouge lyonnaise, déclarait encore: « il n'y a pas d'homosexuels dans la classe ouvrière »; et Duclos en 1973: « dehors, les pédés et les gouines, il n'y a au parti que des gens normaux! ».

reportages admiratifs sur la "patrie du socialisme"; du reste c'était ce qui passait le plus mal: dans les sondages des années 1950, **seuls 12 à 15% de Français exprimaient de la sympathie pour l'U.R.S.S.**, soit une et demi à deux fois moins qu'il n'y avait d'électeurs communistes.

B) La brève épopée du R.P.F. (1947-1954).

À l'offensive communiste contre la IV^e République s'ajouta, durant quelques années, une **offensive gaulliste**. De Gaulle, après avoir plus d'un an hésité à se placer sur le même plan que les politiciens et à jouer le jeu d'un régime (d'un "système" selon son expression) qu'il refusait, se décida finalement à créer un mouvement politique, car il était menacé de marginalisation: il n'y avait aucun ministre gaulliste; le divorce avec le M.R.P. était consommé; le Général comptait certes quelques sympathisants à l'Assemblée, mais qui faisaient passer leurs solidarités partisans avant tout; enfin, il était à peu près interdit de radio et n'avait pas de journal puissant à sa disposition. En avril 1947, de Gaulle annonça la naissance du Rassemblement du Peuple français (**R.P.F.**), un "mouvement" (surtout pas un parti!) appelé à rassembler tous les Français qui refusaient le communisme et le "régime des partis", quelles que fussent par ailleurs leurs opinions politiques (les doubles affiliations étaient possibles: Jacques Chaban-Delmas, par exemple, demeura membre du Parti radical). Le R.P.F. était dirigé par d'anciens résistants de l'intérieur ou de la France libre¹: parmi eux, Malraux, chargé de la propagande; Soustelle, secrétaire général, c'est-à-dire numéro deux².

Le **programme du R.P.F.** était évidemment légaliste et républicain. De Gaulle dénonçait le danger que représentait le bloc soviétique, dont la frontière, rappelait-il, « n'[était] séparée de la nôtre que par 500 km, soit à peine la longueur de deux étapes du tour de France cycliste », et les communistes qu'il traitait, avec plus de sens de la formule que d'exactitude, de « parti séparatiste », et aussi de « chancre près du cœur de la France ». Quoique soucieux d'indépendance nationale, avec déjà quelques pointes d'antiaméricanisme (surtout après 1950), il soulignait l'ancrage de la France dans le camp occidental, à l'heure où beaucoup tenaient une troisième guerre mondiale pour imminente. En politique intérieure il réclamait la dissolution de

¹ Il paraît qu'au cours de la phase préparatoire de Gaulle aurait clamé, guilleret, à un visiteur: « Venez, je refais la France Libre ».

² Le R.P.F. reprit la **croix de Lorraine** qui avait été l'emblème de la France libre, épopée gaulliste et rassembleuse, puis celui du M.R.P. juste après-guerre. Ce symbole remonte au Moyen Âge: on le trouve dans les armoiries des ducs d'Anjou, puis, depuis 1473, dans celles des ducs de Lorraine. Ce fut Thierry d'Argenlieu qui, en 1940, convainquit de Gaulle qu'il fallait à la France Libre une croix pour lutter contre la croix gammée; l'amiral Émile Muselier dessina le pavillon des forces navales de la France libre, un carré bleu avec au centre une croix de Lorraine rouge. Muselier était d'origine lorraine; le régiment de chars que commandait de Gaulle dans les années 1930, en Lorraine aussi, avait une croix de Lorraine sur ses armes. (Merci à Benjamin Kowalski, khâgne 1998-1999, pour ces précisions).

l'Assemblée, de nouvelles élections, une nouvelle constitution qui permît avant tout une véritable séparation des pouvoirs, la fin du régime des « petits partis qui cuis[aient] leur petite soupe au petit coin de leur feu », des « grenouilles qui coass[aient] »; une politique coloniale plus énergique (alors de Gaulle était pour le maintien à tout prix de l'Empire!); une politique économique et sociale moins "collectiviste", mais qui permît de mieux associer le capital et le travail (ce thème de la "cogestion" a toujours été au centre de la doctrine sociale du gaullisme, lequel a toujours refusé d'être assimilé à la droite!).

Ce fut un succès: à la mi-1948 le R.P.F. revendiquait un million et demi d'adhérents, issus de milieux très divers (Malraux disait: « le R.P.F., c'est le métro »). Les municipales d'octobre 1947 se soldèrent par un raz-de marée gaulliste: avec 40% des voix en comptant ses alliés dans les communes de plus de neuf mille électeurs, le R.P.F. s'empara de nombreuses grandes villes, dont Marseille prise aux communistes, Bordeaux, fief radical qui tomba aux mains du radical-gaulliste Chaban-Delmas, et Paris dont le président du Conseil municipal (il n'y avait toujours pas de maire) était désormais le frère de De Gaulle, Pierre. C'était on ne pouvait plus inquiétant pour la IV^e République: en additionnant les voix des communistes et celles du R.P.F., on pouvait constater que les deux tiers des Français étaient hostiles au régime.

Mais de Gaulle saisissait mal la situation sociale. Au moment des grandes grèves il refusa de comprendre que l'agitation ouvrière, même en partie manipulée, n'était pas entièrement artificielle. **Les gaullistes** aussi **commirent des maladresses**, en particulier celle d'accepter le renfort de toute une droite "musclée", où l'on trouvait même d'anciens vichystes. Les méthodes d'un service d'ordre recruté parfois dans des milieux troubles étaient assez musclées elles aussi à l'occasion pour susciter des craintes. Il y eut aussi des dérapages verbaux, comme lorsque Malraux déclara qu' « il n'y a[vait] de démocratie possible que dans les pays où le P.C. n'exist[ait] pas ». Les développements de De Gaulle au sujet la "cogestion" de l'économie le faisaient taxer de pétainisme. De manière générale, l'apparition d'un parti qui critiquait le régime en exploitant la popularité d'un homme, même un démocrate, inquiétaient. Les gigantesques meetings, l'appel à l'unanimité populaire contre les partis rappelaient de troubles et pas si anciens souvenirs — jusqu'alors, le courant bonapartiste avait toujours été associé aux ennemis de la République. Les partis au pouvoir criaient au boulangisme, à Badinguet: pour Guy Mollet, « le général de Gaulle [était] condamné objectivement à devenir un dictateur ».

Enfin, de Gaulle refusait tout compromis avec les partis mais en même temps, malgré les craintes de ses adversaires, il ne voulait pas prendre le pouvoir par la force. Or à l'Assemblée, où aucune élection n'était prévue avant 1951, les gaullistes n'étaient toujours qu'une quarantaine. Il fallait donc faire patienter les troupes durant quatre ans, avec interdiction de participer au

¹ En 1995, Jacques Chirac a encore mené une très belle campagne électorale de gauche!

"système"... Certains craquèrent, et l'intergroupe gaulliste s'effrita peu à peu; en 1949, il fallut autoriser ses membres à participer à l'activité des commissions parlementaires. Les effectifs militants diminuaient rapidement: le R.P.F. avait peut-être 350.000 adhérents en 1951. Finalement, **les législatives de juin 1951 furent un échec**: le R.P.F. ne rassembla que 21,6% des voix, 26,4% avec ses alliés. En 1952, une trentaine de députés gaullistes, se refusant à passer encore quatre ans dans l'opposition (De Gaulle commenta: « ils veulent aller à la soupe »), se rallia à Antoine Pinay. En province, de nombreux notables gaullistes se laissaient tenter par les délices des combinaisons politiques. En mai 1953, de Gaulle, écœuré, retira son mouvement des compétitions électorales; l'année suivante, il mit **le R.P.F. "en sommeil"** et entama sa "traversée du désert". Il avait 63 ans, tout le monde le croyait "fini", lui compris sans doute: il commença la rédaction de ses *Mémoires*, dont le premier tome parut en 1954. Les députés élus sous l'étiquette gaulliste se scindèrent en deux groupes, dont aucun ne remettait plus le régime en question et dont l'un au moins, les Républicains sociaux de Jacques Chaban-Delmas, participa pleinement aux majorités successives.

C) L'évolution des forces favorables au régime.

Les partis au pouvoir, quoique minoritaires dans l'opinion, parvinrent à résister à la double menace communiste et gaulliste; l'absence d'échéance électorale importante jusqu'en 1951 les aida à passer le cap le plus difficile.

Il faut dire la **prospérité** était revenue, et avec elle une relative paix sociale — il y eut quand même encore 3,2 millions de journées de grève en 1951; les fonctionnaires, dont on menaçait entre autres de retarder le départ à la retraite, multipliaient les grèves: celle d'août 1953 mobilisa les postiers, les cheminots, les électriciens et les mineurs. En 1954, Edgar Faure, ministre des Finances puis président du Conseil, pouvait envisager de gérer "l'expansion dans la stabilité"... À vrai dire **les équipes au pouvoir n'étaient pour pas grand-chose dans l'excellente situation économique**. La reconstruction se fit en quelques années, en grande partie grâce au plan Marshall; elle se prolongea par une ère de croissance économique accélérée, due essentiellement à la libéralisation du commerce international grâce au G.A.T.T., à la stabilité retrouvée du système monétaire international (voyez le cours sur les relations internationales), à la prospérité mondiale (je développerai ces points au chapitre 18). L'économie progressait toute seule, il suffisait de l'accompagner par des mesures de modernisation des infrastructures et par quelques grands projets mobilisateurs (dans le domaine atomique notamment).

Les années 1947-1952 furent celles des majorités dites de "**troisième force**": à la S.F.I.O. et au M.R.P., minoritaires, s'étaient adjoints les radicaux, afin de sauver le régime et aussi leurs sièges, menacés en cas d'élections anticipées. À l'occasion, un certain nombre de modérés appuyaient le régime, pour les mêmes raisons. Le radical Henri **Queuille**, président du Conseil à trois reprises entre 1948 et 1951, symbolise cette époque: on lui prête un certain nombre de bons mots, dont celui-ci: "ce n'est pas la girouette qui tourne, c'est le vent", et cet autre: "il n'y a pas de problème qu'une absence de décision ne parvienne à résoudre". Toute une ambiance...¹ Parmi ces personnages d'épopée dignes d'exciter les rêves, il y avait aussi l'U.D.S.R. René **Pleven** (1901-1993), deux fois président du Conseil entre 1950 et 1952; le M.R.P. Robert **Schuman** (1886-1963); Georges **Bidault** (1899-1983), M.R.P. aussi, président du Conseil en 1949-1950; et aussi l'U.D.S.R. François Mitterrand, que l'on surnommait "le Florentin" pour son goût des intrigues: il obtint plusieurs portefeuilles de premier plan (l'Intérieur, la Justice) mais ne parvint jamais à Matignon, ce qui sans doute sauva sa carrière postérieure, sous la Ve République. Tous ces gens ne s'aimaient guère (Queuille dit un jour qu'ils étaient « condamnés à vivre ensemble »), mais la défense du régime les rapprochait par-delà de nombreuses divergences, par exemple sur la laïcité et le traitement de l'inflation, qui se traduisirent par une instabilité ministérielle persistante: neuf cabinets se succédèrent de mai 1947 à juin 1951.

Les socialistes, à gauche de la coalition, se trouvèrent peu à peu marginalisés, surtout parce que la gestion de l'économie se faisait de plus en plus libérale, au moins dans le contexte de l'époque (Robert Hue est un ultralibéral à côté de Queuille et même de Pinay). La S.F.I.O. cessa de participer aux gouvernements en 1950, mais elle continua à soutenir les cabinets suivants pour ne pas provoquer d'élections anticipées: l'essentiel, c'était de durer, pour que la République s'implantât peu à peu. En revanche on assista au retour d'hommes de la IIIe République: Reynaud, Daladier, Herriot et autres paladins d'épopée. L'immobilisme était érigé en vertu politique: surtout, ne rien faire qui pût provoquer de vagues! Une "**stratégie de l'édredon**" que le "bon docteur Queuille" résumait ainsi (cette citation-ci est sûre): la politique à l'époque consistait « non pas à résoudre les problèmes, mais à faire taire ceux qui les pos[aient] ».

Pour les élections législatives de 1951, les hommes du régime prirent toutes les précautions. Ils firent voter une loi électorale sur mesure qui instituait le système dit des "**apparentements**". Le suffrage restait proportionnel, de liste et départemental, mais des listes concurrentes pouvaient déclarer avant le scrutin qu'elle s'apparentaient entre elles, quelles que

¹ Edgar Faure, autre radical à l'échine souple dont la carrière, entamée à cette époque (il fut président du Conseil durant deux mois au début 1952), se prolongea jusqu'aux années 1980, a en quelque sorte hérité de l'attribution de ces boutades à la génération suivante. Il avait au moins de l'humour: un tome de ses mémoires s'intitule: *Avoir toujours raison, c'est un grand tort*.

fussent les divergences de leurs programmes; si les listes ainsi apparentées obtenaient la majorité des voix, alors elles emportaient tous les sièges; dans le cas inverse la répartition se faisait à la proportionnelle. C'était une espèce de scrutin majoritaire départemental à un tour, un monstre tout à fait circonstanciel: les deux seuls départements où les communistes risquaient d'obtenir la majorité absolue des suffrages à eux seuls, la Seine et la Seine-et-Oise, étaient exclus du champ d'application de la loi! Résultat: bien que les communistes aient obtenu 26,9% des voix (un pourcentage stable), et les gaullistes et leurs alliés 26,4% (en nette baisse), les partis de la Troisième Force, dont aucun n'atteignait les 15%, obtinrent avec les modérés une très nette majorité en sièges (400 sur 600). Les communistes avaient perdu un tiers de leurs députés: personne n'avait voulu s'apparenter avec eux.

Pourtant les partis de la "troisième force" avaient perdu des voix, en particulier le M.R.P., tombé de 25,9% à 12,6%, à cause notamment de la concurrence gaulliste; la S.F.I.O. également, tombée de 17,8% à 14,6%. Pire, la Chambre semblait ingouvernable: c'était une "**chambre hexagonale**" où chacun des trois partis de la Troisième Force (socialistes, radicaux et alliés regroupés au sein du R.G.R., M.R.P.) avait à peu près le même nombre d'élus, ainsi que le C.N.I., les communistes et les gaullistes. Il fallait l'union des quatre groupes favorables au régime pour qu'un gouvernement stable fût possible; mais de graves tensions traversent cet attelage sur à peu près tous les sujets. Les principaux points de friction portaient sur l'enseignement privé (les socialistes et les radicaux demandaient sa nationalisation, le M.R.P. et les indépendants demandaient au contraire un financement du privé par le gouvernement — les subventions à l'enseignement privé, instituées par le régime de Vichy, avaient été supprimées en 1945), sur les réformes sociales et économiques (les socialistes voulaient continuer le mouvement commencé en 1945, avec un impôt sur le capital, une extension des congés payés; radicaux et M.R.P. étaient réticents, les indépendants voulaient revenir sur certaines nationalisations); sur la question coloniale; sur la question allemande et la C.E.D. (voyez plus bas et au chapitre 14).

Du coup, plus que jamais l'**instabilité ministérielle** fit rage: il y eut 7 gouvernements entre 1951 et 1956; en juin-juillet 1953, une crise ministérielle dura 36 jours. En 1953, le nouveau président de la République ne fut élu qu'au treizième tour de scrutin! Les présidents du Conseil, une fois péniblement investis, passaient leur temps non pas à faire des réformes, mais à négocier avec les partis pour ne pas être renversés. D'abord Pleven tenta de ressusciter la Troisième Force, mais les gaullistes provoquèrent l'éclatement de la coalition en soulevant la question scolaire, soigneusement "gelée" depuis 1947 (au passage les fameuses allocations furent rétablies, mais à un niveau presque symbolique, par la **loi Barangé**, que la gauche a longtemps tenue pour une première brèche dans la laïcité de l'État républicain).

En mars 1952, la Troisième Force était morte: le président Auriol dut faire appel à un indépendant, Antoine Pinay. On ne donnait pas cher de ses chances, mais il fut investi par surprise grâce au ralliement d'une trentaine de députés R.P.F., qui transgressèrent les ordres de De Gaulle. Cette fois les socialistes passèrent franchement dans l'opposition. Pour la première fois depuis la Libération **la majorité était revenue à droite**¹. Un autre indépendant, René Coty², remplaça le socialiste Auriol à l'Élysée en décembre 1953: tout un symbole...

Antoine Pinay (1891-1994!) était presque un inconnu. Petit industriel (tanneur) de Saint-Chamond, une infecte semi-banlieue de Saint-Étienne, ancien "poilu" de Verdun, il avait voté les pleins pouvoirs pour Pétain en juillet 1940; mais par la suite il avait été résistant, ce qui lui avait valu d'être promptement relevé de son inéligibilité à la Libération. Pinay fut **un mythe de droite**: mythe du Français moyen au pouvoir, du petit patron qui gérait la France comme une entreprise, loin des folies de la gauche, attentif à la stabilité de la monnaie, au respect des "grands équilibres", tenant en lisière les revendications des fonctionnaires. Bref, l'homme qui par magie rétablissait "la confiance", le Poincaré de la IVe. Ce mythe, relayé par celui du nouveau franc qu'il contribua à lancer en 1960, a survécu presque jusqu'au bout de sa très longue vie: dans les années 1980 encore, c'était un rite pour les premiers ministres de droite récemment investis d'aller demander les conseils du "solitaire de Saint-Chamond".

Effectivement, il parvint à maîtriser l'inflation (pour quatre ans, et la reprise ne fut pas de sa faute); il rétablit l'équilibre budgétaire en opérant une importante réduction des dépenses de l'État, sans hausses d'impôts — mais en réduisant d'un tiers les investissements publics, ce qui à terme était dangereux pour l'économie, et aussi grâce au fait que les États-Unis prenaient en charge une part croissante des dépenses d'Indochine). Enfin il lança l'"emprunt Pinay": il n'était qu'à 3,5% d'intérêt seulement, bien moins que l'inflation d'alors, mais le capital était exonéré de droits de succession et, coup de génie, l'emprunt était indexé sur le napoléon, vedette des bas de laine des petits épargnants. Rien d'étonnant qu'il ait eu du succès... À long terme cet emprunt, qui ne fut remboursé qu'en 1973, coûta des sommes astronomiques à l'État. C'était une politique très favorable dans l'ensemble aux entreprises; cela dit, ce fut aussi l'époque où le S.M.I.G., le salaire minimum de l'époque, fut indexé sur la hausse des prix (l'"échelle mobile" des salaires était une vieille revendiction syndicale): c'était un pari sur la stabilité des prix, mais plus tard, dans les années 1960 notamment, l'échelle mobile contribua à entretenir la spirale inflationniste. Dans l'ensemble donc, **une politique qui ne fut pas à la hauteur du mythe**, mais qui eut le mérite de sortir de l'immobilisme pur et simple et d'avoir un minimum de cohérence, chose rare sous la IVe République à l'exception de la brève parenthèse mendésiste.

¹ Au Royaume-Uni, ce fut en 1951 que les travaillistes perdirent le pouvoir gagné en 1945.

² René Coty (1888-1962) député puis sénateur de la Ille, avait voté les pleins pouvoirs à Pétain. Il avait été ministre de la Reconstruction en 1947-1948. Lors de son élection à l'Élysée il était vice-président du Conseil de la République. Bref, un aigle.

Le gouvernement Pinay ne dura que neuf mois. Après deux brefs intermèdes, l'espoir renaquit pour quelque temps avec l'arrivée à Matignon de **Pierre Mendès-France** (1907-1982). Issu de la bourgeoisie juive de Paris (et, plus lointainement, de la très ancienne communauté juive de Bordeaux, venue du Portugal au XVI^e siècle), entré au parti radical en 1926, député depuis 1932, il avait fait partie des "Jeunes-Turcs" qui, dans les années 1930, avaient tenté d'insuffler une vie nouvelle au vieux parti de Gambetta; il avait été sous-secrétaire d'État aux Finances du cabinet Blum en 1936. C'était un résistant de la première heure; il avait été aviateur dans l'escadrille Normandie-Niémen avant que de Gaulle ne le rappelât à Londres où il était plus utile. Ministre de l'Économie du gouvernement provisoire, il avait démissionné en 1945 faute de pouvoir mettre en pratique la politique de rigueur financière et monétaire qu'il préconisait, puis avait entamé une carrière de haut fonctionnaire des finances avant de revenir à la politique au début des années 1950, critiquant notamment la politique à courte vue de la IV^e République en matière coloniale. Plutôt à gauche au sein de son parti, mais très hostile au marxisme, il était très conscient des tares du régime, mais voulait le réformer de l'intérieur. On le craignait; ses collègues ne l'appellèrent à Matignon qu'en ultime recours face à la menace d'une crise de régime, après le désastre de Dien Bien Phu.

Son style de gouvernement, inédit sous la IV^e République, le rendit populaire. Il présenta un programme précis et énergique (l'une de ses formules favorites était: « gouverner, c'est choisir ») et s'engagea à démissionner s'il ne remplissait pas son contrat¹; il constitua son gouvernement sans négocier avec les partis, qu'il se refusait à laisser empiéter sur le champ de l'exécutif. Il tenta d'établir un dialogue direct avec les Français par des causeries radiophoniques "au coin du feu" inspirés de celles de Roosevelt. Il brouilla le jeu politique en obtenant le soutien des socialistes et même épisodiquement celui des communistes (il le refusa pour son investiture); en revanche, le M.R.P. lui fut hostile d'entrée, et plus encore après l'échec de la C.E.D. Il jouissait du soutien de certains organes de presse, notamment *Témoignage chrétien*, *L'Observateur* et surtout *L'Express* de Jean-Jacques Servan-Schreiber et Françoise Giroud², né en 1953 et qui se proclamait l'"organe officiel" du mendésisme.

Ce concept assez vague, que Mendès-France lui-même rejetait, désignait avant tout un mélange de rigueur morale et gestionnaire, de refus des compromissions, un souci de modernisation et de productivité qui marqua profondément la gauche de l'époque; le mendésisme, c'était une gauche qui se voulait nouvelle, qui repoussait l'archaïsme de la lutte des

¹ Cela rappelait le tout premier programme des radicaux, celui de Belleville en 1869.

² France Gourdji, 1916-2003. Au début Camus et Mauriac collaboraient à *L'Express*. La revue soutint le Front républicain en 1955-1956, s'opposa à de Gaulle en 1958. Ce fut en 1964 qu'elle se transforma en un *news-magazine* à l'américaine, plus ou moins apolitique.

classes et axait sa réflexion sur le concept de "citoyenneté", l'ancêtre en somme de la "deuxième gauche" des années 1960 et 1970 (voyez le chapitre 16). Mais **le mendésisme en tant que mouvement politique était quelque chose de très ambigu**, d'autant que la popularité de Mendès-France catalysa des oppositions et des impatiences très diverses. Certains en attendaient la fin du régime des partis, un redressement de l'exécutif autour d'une personnalité forte. En fait P.M.F., comme on l'appelait (il fut l'un des premiers hommes politiques désignés par un sigle à l'américaine) était d'abord un radical, profondément attaché au parlementarisme, qui pour lui, se confondait avec la République et avec la démocratie; il voulait seulement rendre les institutions viables en changeant la pratique politique. Il refusa même de fonder un parti mendésiste (pour lui, fonder un parti autour d'un homme, c'était "du fascisme") et se contenta de tenter de rénover le vieux Parti radical, dont il prit la tête en mai 1955. Et puis la ferveur mendésiste toucha essentiellement les classes moyennes instruites, certes en expansion; elle ne mordit guère sur la France "profonde".

Populaire pour son énergie et sa probité, **Mendès-France** se heurta toutefois à l'hostilité du M.R.P. (à cause de la C.E.D.), puis des gaullistes, des communistes et d'une partie des socialistes (à cause du réarmement de l'Allemagne). De plus il s'aliéna divers lobbys, ainsi ceux des cafetiers et fabricants de boissons alcoolisées: c'était qu'il avait tenté de s'attaquer au problème dramatique de l'alcoolisme (il fit limiter le nombre des débits de boisson, fit campagne à la télévision en faveur de la consommation du lait — il en buvait en public —, en fit distribuer aux enfants des écoles; en décembre 1954 il abolit le privilège des bouilleurs de cru¹). La "réformette" constitutionnelle de 1954 ne changea rien aux problèmes de fond du régime. Dès que les problèmes essentiels furent réglés (essentiellement en politique extérieure: la guerre d'Indochine, la C.E.D., le réarmement de l'Allemagne — voyez au chapitre 14 et plus bas dans ce même chapitre), P.M.F. **fut renversé**. C'était en février 1955; il avait gouverné 7 mois et 17 jours.

III) La politique étrangère: une République atlantiste.

Jusqu'à la guerre froide la politique extérieure de la France obéit aux mêmes logiques que dans les années d'entre-deux-guerres. De Gaulle avait eu des velléités d'annexer les territoires francophones d'Italie (le val d'Aran); les Américains lui firent comprendre que l'époque n'était pas à la création de nouvelles Alsaces-Lorraines, et la France se contenta de

¹ C'est-à-dire le privilège dont jouissaient plusieurs millions de paysans de distiller de l'alcool en quantité illimitée sans payer d'impôt. Ceux qui l'avaient avant la date de la loi le gardèrent, avec cependant de drastiques limitations en volume; il doit en rester quelques-uns.

quelques communes de montagne qui surplombaient "dangereusement" les plateaux déserts des Alpes du sud, du côté de Tende. Surtout, **l'attitude de la France envers l'Allemagne** occupée était rien moins que de réconciliation: elle évoquait plutôt Clemenceau que Briand. On fit tout ce qu'on put pour l'affaiblir et la diviser. La Sarre fut rattachée à l'espace douanier et monétaire français, elle ne redevint allemande qu'en 1957. La France s'opposa à la libre circulation des ressortissants de sa zone d'occupation, à la naissance des administrations centrales prévues à la conférence de Potsdam, à la reconstitution de partis politiques à l'échelle de toute l'Allemagne. Elle réclamait des réparations, par exemple sous forme de charbon de la Ruhr; elle eût voulu que l'on proclamât la culpabilité globale du peuple allemand: le nazisme était l'aboutissement de l'Histoire de tout un peuple¹. Par ailleurs elle se lança dans la recherche d'alliances bilatérales essentiellement dirigées contre l'Allemagne, avec l'U.R.S.S. (en décembre 1944, voyez plus haut) et le Royaume-Uni (en mars 1947).

Mais **les Anglo-Saxons** ne l'entendaient pas de cette oreille: ils **ne voulaient pas susciter un nouveau revanchisme allemand, et avaient besoin de** ce qui demeurait le cœur économique de l'Europe, **la vallée du Rhin** et les rives de la mer du Nord, pour le nouveau conflit qui s'annonçait: dès 1946 la situation en Europe centrale était devenue fort inquiétante. Il n'était plus possible de les ignorer, quoi que de Gaulle en eût; du reste, en janvier 1946, l'imprévisible général fut remplacé par une équipe moins antiallemande. L'aide américaine arrivait déjà, on en avait un besoin crucial: en mai 1946, par les accords Blum-Byrnes, les États-Unis annulèrent la dette de la France. Aussi, dès avant le coup de Prague, les positions de la France évoluèrent. À contre-cœur, les Français durent accepter, en 1947, que leur zone d'occupation fût adjointe à la zone anglo-américaine pour constituer une "trizone"; puis, après le blocus de Berlin, ils durent se résigner à la renaissance d'un État allemand, la R.F.A. Par ailleurs, on commençait à s'engager timidement dans la voie de la construction européenne. Le **traité de Bruxelles**, signé en mars 1948, était encore dirigé contre l'Allemagne, mais il incluait le Royaume-Uni et les pays du Benelux; il comprenait des volets économique et culturel, mais aussi une assurance de défense mutuelle.

À partir de 1947, la France s'intégra dans les différentes organisations qui virent le jour dans le cadre de la reconstruction de l'Europe et de l'organisation du bloc occidental. Il ne s'agissait nullement d'une satellisation: ce fut **un choix imposé par les circonstances, mais constamment assumé** par les gouvernants, et accepté librement par la majorité de la population — durant toute la guerre froide, jamais les partis hostiles à l'O.T.A.N. n'obtinrent la majorité des voix. Malraux résuma très bien le choix qui se présentait à la France, dans une postface aux

¹ Je l'ai souligné dans le chapitre 13: à cette époque on ne faisait pas la distinction entre un nazi et un Allemand.

Conquérants vers 1947: « la civilisation atlantique appelle et au fond (en tant que culture) respecte encore l'Europe, [tandis que] la structure soviétique dédaigne son passé, hait son présent et n'accepte d'elle qu'un avenir où ne reste exactement rien de ce qu'elle fut »: il fallait donc s'intégrer au bloc occidental. Certes la crainte d'une évolution à la tchécoslovaque recula avec l'échec des grèves insurrectionnelles de 1947 et le lent reflux électoral du P.C.F., qui commença dès 1948; mais le péril atomique était toujours là, et jusqu'à la fin de la guerre froide persista dans une bonne partie de l'opinion, non pas la peur d'une troisième guerre mondiale, rendue peu crédible par la prudence dont Staline fit preuve aux moments clefs de la guerre froide (la crise de Berlin, celle de Cuba, etc.)¹, mais la crainte d'une "finlandisation" de l'Europe occidentale, c'est-à-dire d'une Europe de l'ouest qui conserverait ses institutions et sa vie démocratiques tout en passant sous la "protection" militaire et diplomatique de l'U.R.S.S. Et puis l'on savait bien que si l'U.R.S.S. faisait montre de prudence, c'était justement parce que le camp occidental affichait une unité sans faille et une détermination de tous les moments.

Au printemps 1948, l'**aide Marshall** commença à arriver (voyez les détails au chapitre 18). Pour la répartir, les Américains créèrent l'Organisation européenne de Coopération économique (**O.E.C.E.**), à laquelle la France adhéra en avril²; outre son rôle dans la répartition de l'aide américaine, avec le G.A.T.T. elle contribua décisivement à la libéralisation des échanges entre pays européens. Puis en avril 1949 la France adhéra au **Pacte atlantique**, traité d'alliance défensive entre dix pays européens, les États-Unis et le Canada. La structure militaire du Pacte atlantique était l'**O.T.A.N.**: l'état-major interallié du commandement européen de l'O.T.A.N. (le Saceur) était installé à Rocquencourt, près de Versailles. Il y avait des bases militaires américaines sur le sol français: c'était la première fois de notre Histoire qu'en temps de paix des soldats étrangers vivaient en permanence sur notre territoire. La naissance de l'O.T.A.N. souleva une tempête de protestations des communistes, mais aussi, sur un ton moins hystérique, des "neutralistes" qui s'exprimaient notamment dans *l'Observateur* et dans *le Monde*.³ Mais

¹ Cela dit, ces craintes étaient entretenues par certains politiciens, par un certain nombre d'affaires d'espionnages sordides qui touchèrent tout particulièrement la Grande-Bretagne (l'affaire Profumo date de 1963) et surtout par toute une culture populaire de la paranoïa qui atteignit ses sommets à cette époque — je l'évoque aussi dans le cours sur les États-Unis, au chapitre 4. S'y mêlaient des produits anglo-américains, comme les films de James Bond (le premier, *contre Dr No*, date de 1967) et les romans d'espionnage de John Le Carré (le premier, *L'espion qui venait du froid*, date de 1963); et des produits locaux, comme la bande dessinée franco-belge *Buck Danny*. Relisez aussi *S.O.S. météores*, cet épisode des aventures de Blake et Mortimer de la fin des années 1950 où "les autres", jamais nommés, détraquent le climat de l'Occident pour l'envahir... (La paranoïa du progrès était étroitement associée à la paranoïa politique en ces âges de péril atomique: il y a dans l'épisode susnommé un beau personnage de savant fou! Et des soucoupes volantes, autre métaphore de l'angoisse du temps dans la culture populaire). *Buck Danny* sortait dans *Spirou* et *Blake et Mortimer* dans *Tintin*: voyez ce que j'écris plus haut dans ce chapitre, en note, sur l'enrôlement des bandes dessinées dans la guerre froide.

² L'Amérique refusait tout bilatéralisme dans ses rapports avec ses alliés européens: elle tenait à déclencher des dynamiques à l'échelle de toute l'Europe: c'était certes lui permettre plus d'autonomie, mais c'était plus rentable en terme de dynamisme à long terme. À la même époque l'U.R.S.S. organisait son camp sur des bases strictement bilatérales.

³ Il y avait différents neutralismes — je les ai déjà évoqués plus haut. Celui de Sartre avant 1952, qui consistait à renvoyer dos à dos le capitalisme et le stalinisme tout en affirmant que ses valeurs étaient les mêmes que

l'opinion ne les suivait pas, consciente que le "**parapluie américain**" était une nécessité: la France n'avait pas les moyens d'une défense indépendante. Dans la logique de cet engagement dans le camp occidental, en 1950 la France envoya un corps expéditionnaire en Corée.

Il y eut quand même une dernière tentative, complètement anachronique et du reste isolée, pour mener une politique extérieure indépendante, hors blocs, dans ce que les vieilles puissances européennes tenaient encore pour leur arrière-cour, la Méditerranée, un essai de retour à la politique de la canonnère, au temps joli de la prise du pont de Palikao et du sac du Palais d'été: l'expédition de **Suez**. Ce furent Guy Mollet et Anthony Eden qui lancèrent la France et le Royaume-Uni dans cette aventure idiote, en octobre-novembre 1956. Il s'agissait de punir l'Égypte du colonel Nasser, base arrière du F.L.N. pour les Français, coupable de maltraiter les intérêts britanniques pour la percluse Albion. Le prétexte en fut qu'en juillet le Raïs¹ avait nationalisé le canal de Suez, toujours propriété de capitaux français et britanniques. On s'assura le concours des Israéliens; une promenade militaire aboutit à la prise de contrôle du canal en quelques jours. Mais les Américains et les Soviétiques sonnèrent la fin de la récréation, chacun dans son style: Khrouchtchev agita la menace d'une troisième guerre mondiale², les Américains firent savoir leur désapprobation et jouèrent contre le franc et la livre à Londres et à Wall Street. Les troupes françaises et anglaises durent évacuer l'Égypte; Nasser, le criminel nazi des médias français, triomphait, il était le héros de tout le tiers-monde progressiste (dans les années suivantes son régime se rapprocha rapidement de l'U.R.S.S.); les positions du F.L.N. se trouvaient fortement renforcées. Le désastre était total et le constat sans appel: **la France n'était plus une grande puissance.**

L'autre volet de la politique extérieure de la IV^e République, ce fut la **construction de l'Europe**. Elle avait plusieurs finalités. Vue de France, elle devait permettre d'abord à l'économie de redémarrer et de se développer en s'inscrivant dans un espace plus large, mettre fin pour toujours aux tentations du protectionnisme et du repli sur soi. Il s'agissait aussi d'éviter le retour des guerres sur le vieux continent, en particulier celui des conflits franco-allemands qui l'avaient ensanglanté à trois reprises. On avait fini par comprendre, contrairement à Briand, qu'il était vain de faire de grands discours sur l'amitié entre les peuples s'il ne s'établissait pas entre ces peuples des liens économiques, qui sont les plus profonds et les plus profitables; que c'est la coopération

celles des communistes et que le marxisme était "l'horizon indépassable", n'était pas celui de Beuve-Méry, plus au fait de la hiérarchie des périls et sans illusions sur l'"humanisme" marxiste-léniniste, mais incapable d'élaborer une critique profonde des structures mentales et idéologiques qui avaient mené à la catastrophe stalinienne, et qui d'ailleurs empruntait parfois des voies étranges: selon Sirius (le pseudonyme de Beuve-Méry dans les éditoriaux), « le réarmement de l'Allemagne [était] contenu dans le pacte de l'Atlantique comme le serpent dans l'œuf ». Par quoi l'on rejoignait les nostalgies d'une bonne partie des nationalistes, qui n'acceptaient pas l'abaissement de la France.

¹ Titre porté par les dirigeants égyptiens depuis l'abolition de la monarchie en 1952. Je crois que cela veut simplement dire "Président".

² La répression de la révolution hongroise était en cours: l'ambiance était extrêmement tendue en Europe.

économique qui permet aux peuples de s'habituer à vivre aux côtés les uns des autres sans pour autant chercher à se dominer mutuellement, qui crée des liens entre les individus, qui invite à voyager, à s'apprécier sans préjugés, etc.; bref, que le politique et l'économique sont indissolublement liés. Mais la construction européenne a servi aussi, durant la guerre froide, à organiser l'Europe occidentale face à la menace communiste, à maintenir des économies libérales prospères dans la petite frange du vieux monde non occupée par les troupes soviétiques, à éloigner les populations des sirènes du communisme et à permettre à l'Europe de prendre sa part dans la défense du monde libre; en même temps, de lui permettre de s'organiser avec un minimum d'autonomie vis-à-vis du géant américain¹.

Dans les premières années la construction européenne se fit "tous azimuths", c'est-à-dire à la fois dans le domaine politique, dans le domaine militaire et dans celui de l'économie; ce fut l'échec de la C.E.D. qui conduisit, tardivement, à privilégier la voie économique. **Les démocrates-chrétiens**, débarrassés de l'encombrante tutelle gaullienne à partir de 1947, **y jouèrent un rôle majeur**. D'autres démocrates-chrétiens étaient au pouvoir en Italie et en R.F.A.; catholiques, c'est-à-dire membres d'une communauté spirituelle qui ne s'arrêtait pas aux frontières et que les déchirements de l'Europe avaient traumatisée, décidés à reconstruire le vieux monde sur la base de valeurs morales et politiques communes, ils furent les principaux ouvriers des premières étapes de la construction européenne. Leurs adversaires stigmatisaient l'"internationale papiste"...

L'Union de l'Europe occidentale (U.E.O.), la structure associée au pacte de Bruxelles, et l'O.C.D.E. avaient été les premières institutions européennes². En mai 1949 apparut le **Conseil de l'Europe**; il siégeait à Strasbourg et se composait d'un Conseil des ministres et d'une Assemblée européenne dont les membres étaient désignés par les Parlements nationaux. C'étaient deux organismes symboliques, à peu près impuissants. Ils accueillait des représentants de toutes les démocraties européennes, ainsi que de la Turquie (c'est un pays qui se veut européen, mais elle était encore sous le régime du parti unique; elle fut promue "démocratie d'honneur"³ essentiellement parce qu'elle avait une frontière commune avec l'U.R.S.S.), mais pas de l'Espagne ni du Portugal. Parallèlement, on travaillait au rapprochement économique. En 1950, Robert **Schuman** (1886-1963), un chrétien-démocrate lorrain et ancien

¹ Il faut ajouter que dans cette mini-Europe telle que le rideau de fer l'avait redessinée (le reste, c'était l'"est"), la France était au centre, tandis que l'Allemagne mutilée était une périphérie. La France en leader (sauf dans les années 1960), la R.F.A., nain politique, en tutelle: voilà qui sans doute rendit les choses plus faciles...

² Ce qui permet de souligner, au passage, que la construction européenne ne s'est pas du tout faite contre les États-Unis, que l'Amérique a toujours accueilli favorablement l'idée de l'apparition d'un pôle économique fort sur le vieux continent, pour l'aider à lutter contre le communisme. La C.E.C.A., par exemple, bénéficia de l'appui enthousiaste du secrétaire d'État Dean Acheson et de la collaboration technique de ses services.

³ Décalque d'une expression utilisée à propos de l'Afrique du sud de l'époque de l'*Apartheid* (1947-1990). Les visiteurs de marque en provenance par exemple du Japon étaient exempts des humiliations imposées aux non-Blancs: c'étaient des "Blancs d'honneur".

résistant, donc insoupçonnable de trahison, proposa l'intégration de la production du charbon et de l'acier, deux industries-clefs de la reconstruction, deux industries de guerre aussi; et puis les principaux gisements de charbon et de fer français et allemands se trouvent à la frontière, dans des régions trois fois disputées en moins d'un siècle. En avril 1951 le plan Schuman déboucha sur la création de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier (**C.E.C.A.**): outre la France et la R.F.A., elle comprenait les pays du Benelux et l'Italie, mais pas la Grande-Bretagne qui ne voulait pas s'engager sur le continent — elle se croyait encore appelée à une destinée mondiale.

Entre-temps la guerre de Corée avait éclaté: le problème du réarmement de la R.F.A. devint crucial. Cette perspective inquiétait beaucoup de Français: il n'y avait pas dix ans qu'Hitler était mort. Pleven proposa de résoudre le problème de la même manière que celui des industries d'armement, en suscitant l'émergence d'une Communauté européenne de Défense (**C.E.D.**), c'est-à-dire d'une armée européenne au sein de laquelle la puissance allemande se trouverait intégrée, contrôlée, limitée — mais la souveraineté française aussi, du coup. Ce fut la France qui présenta le projet en mai 1952; mais une fois celui-ci mis au point en février 1953, les gouvernements successifs n'osèrent pas le proposer au Parlement pour ratification: pour une bonne partie de l'opinion publique, il était impossible d'envisager des troupes françaises sous commandement allemand; surtout, le projet impliquait à plus ou moins long terme une union politique de l'Europe: si l'armée était multinationale, il faudrait bien que l'autorité le fût aussi pour qu'elle pût être commandée. Cela, les gaullistes notamment ne l'acceptaient pas. Enfin, Staline mourut en mars 1953, et très vite l'U.R.S.S. retrouva de meilleures manières; la défense de l'Europe occidentale n'avait plus le même caractère d'urgence; et le lobbying des États-Unis en faveur de la C.E.D. commençait à agacer. Seul le M.R.P. demeurait enthousiaste. Les autres partis de gouvernement étaient profondément divisés, selon des clivages complexes et inédits où intervenaient des motifs contradictoires: pacifisme, neutralisme, germanophilie, nationalisme, anticommunisme...

Durant un an et demi, le projet demeura "au placard", d'où seul Pierre Mendès-France eut le courage de l'extraire. En août 1954, l'Assemblée adopta une question préalable qui équivalait à refuser de discuter de la C.E.D.: c'était l'"enterrement" définitif. Du coup, en décembre, la France fut forcée d'accepter le **réarmement de la R.F.A.**, réclamé à cor et à cris par les États-Unis. La R.F.A. entra à l'O.T.A.N. et adhéra à l'U.E.O. La voie politique ayant échoué, il ne restait plus qu'à relancer la voie économique: en mars 1957, le **traité de Rome**¹ donna naissance à la Communauté économique européenne (**C.E.E.**), l'ancien nom de l'Union européenne, une association de six États souverains (les mêmes que pour la C.E.C.A.) qui s'engageaient à former progressivement une union économique et douanière, un "marché

¹ Le négociateur français en fut le radical Maurice Faure.

commun" (cette expression est longtemps demeurée la désignation la plus courante de l'Europe unie). Sur le modèle de la C.E.C.A., le traité de Rome donnait naissance aussi à une communauté économique des industries de l'atome: l'Euratom.

IV-L'agonie de la IVe République: 1955-1958.

A) Avant le Treize mai.

La IVe République tomba dans le **discrédit** le plus profond après la chute de Pierre Mendès-France. Le régime des partis avait repris ses droits avec Edgar Faure, un autre radical, proche de P.M.F. jusqu'en 1955 mais beaucoup plus traditionnel dans son style, tout en rondeurs, en souplesse, en intrigues: bref, un Queuille-bis. Il ne fallait pas compter sur lui pour rendre le régime populaire... La France semblait "l'homme malade de l'Europe": la paralysie du pays contrastait cruellement avec le dynamisme et la stabilité des trois vaincus de 1945, l'Allemagne, le Japon et l'Italie. Les deux "grands" traitaient par le mépris cette puissance qui semblait s'enfoncer dans le déclin; le tiers-monde contestait violemment la politique coloniale de la France.

À l'intérieur, l'**antiparlementarisme prospérait**. L'une des catégories sociales les plus radicalisées était celle des petits patrons et artisans, durement touchés par la modernisation de l'économie qui se traduisait par une concentration accrue de l'activité: le monde de *Mort à crédit*, celui des 500.000 troquets de 1911, se refusait à mourir. Les paysans aussi étaient très violemment touchés par la modernisation: le pic de l'exode rural correspond aux années 1950 — certes ceux qui partaient trouvaient du travail dans les villes, grâce à la prospérité, mais c'était dramatique pour ceux qui restaient et aussi pour les petites villes, qui vivaient depuis toujours des services destinés à la population rurale¹. Tous ces perdants étaient aussi des votants; ils trouvèrent un héraut en la personne de Pierre **Poujade** (né en 1920), papetier et libraire à Saint-Céré dans l'ouest du massif Central, une région en voie de désertification. Poujade se rendit célèbre en juillet 1953, en s'opposant à des contrôles fiscaux; aussitôt après, lui et ses amis commencèrent à organiser des raids sur les perceptions, les mairies et les préfectures, des barrages sur les voies. Les viticulteurs notamment bloquaient les routes du Midi: les paysans, pourtant de moins en moins nombreux et de moins en moins puissants en politique,

¹ Cet effondrement de la France rurale était d'autant plus difficile à accepter que les années de prospérité artificielle de la guerre et des pénuries qui l'avaient suivie étaient toutes proches.

découvrirent alors un moyen de pression nouveau. C'était l'époque des premières grandes transhumances estivales, et une nationale (plus tard une autoroute) passe toujours entre deux champs... En novembre 1953 Pujade fonda l'Union de Défense des Commerçants et Artisans (**U.D.C.A.**), qui menait la lutte contre les contrôles fiscaux et les saisies.

Très vite, cette fièvre corporatiste se politisa. Dans la perspective des élections de 1956, les poujadistes s'organisèrent une **Union et Fraternité française** (U.F.F.), dont le programme ressemblait d'assez près à celui des ligues des années 1930: elle dénonçait pêle-mêle le parlementarisme, le « capital financier apatride », le socialisme, les « métèques parasites qui campent sur notre sol », les « pédérastes » et les « polytechniciens tarés » qui tenaient la France, le bradage des colonies. Derrière les insultes dont les poujadistes abreuyaient "Mendès-Lolo", l'homme qui buvait du lait comme un Américain, on pouvait distinguer, plus ou moins subliminale, la haine du "juif Mendès", recuite par dix ans de silence forcé. Pujade eut un jour cette formule révélatrice: « si vous aviez *une goutte de sang gaulois* dans les veines, vous n'auriez jamais osé, vous, représentant de notre France producteur mondial de vin et de champagne, vous faire servir un verre de lait dans une réception internationale! ».

C'était qu'outre les vaincus de la modernisation économique, on retrouvait derrière Pujade toute une partie de ceux de 1944: pour la première fois depuis lors, ils tenaient une occasion de ressurgir sur la scène politique. L'U.F.F. fit largement le lien entre les anciennes extrême-droites décapitées en 1944, et les nouvelles qui ressurgirent en plein jour dans les années 1980: on y trouvait aussi bien le déjà âgé Jean-Louis Tixier-Vignancourt, l'ancien avocat de Pétain, et même l'andédiluvial Dorgères, que le jeune Jean-Marie **Le Pen**¹, qui devint député poujadiste en 1956². Pujade lui-même n'était pas un fasciste, il haïssait bien trop les idéologies

¹ Jean-Marie **Le Pen** est né en 1928 à la Trinité-sur-Mer. C'est le fils d'un marin pêcheur dont le bateau sauta sur une mine allemande en 1942: le jeune Jean-Marie devint pupille de la nation. Il s'inscrivit à la faculté de droit de la rue d'Assas et devint rapidement le président de la "corpo de Droit", le syndicat étudiant de droite (avant-guerre la droite régnait sur Assas comme sur tout le Quartier latin; mais à Assas elle n'a jamais cédé ses positions). En 1953 il s'inscrivit dans une école d'officiers, s'engagea dans les paras en Indochine, mais arriva après la capitulation de Dien Bien-Phu. De retour en métropole, il devint un activiste politique; en 1955, Pujade l'invita à prendre la parole dans un meeting... En janvier 1956, Jean-Marie Le Pen devint le plus jeune député de France. Très vite, il se démarqua du poujadisme et s'inscrivit au groupe parlementaire des Indépendants, celui de Pinay. En avril, il demanda un congé parlementaire pour rejoindre le contingent en Algérie: il participa à l'expédition de Suez et à la bataille d'Alger, dans les paras; dans une interview donné à *Combat* en 1962, il a reconnu s'être adonné à la torture, et ne poursuit jamais la presse lorsqu'elle y fait allusion. Il ragagna le Parlement en avril 1957 et lança un "Front national des combattants", puis un Front national pour l'Algérie française, destinés à soutenir au nord de la Méditerranée la cause algérienne telle qu'il l'entendait, mais qui n'eurent guère de succès.

² **Note sur l'extrême-droite de 1944 à la fin de la guerre d'Algérie:** l'extrême-droite française sortit de la Libération et de l'épuration plus que laminée, désespérée. Dans ses écrits de prison que j'ai cités à la fin du chapitre 13, Brasillach exprimait l'angoisse que ce qui avait donné un sens à sa vie, le fascisme, pût n'en avoir aucun pour les générations futures. Effectivement, le purgatoire dura toute la IV^e République: même le poujadisme n'était pas un mouvement explicitement antidémocratique, la partie extrémiste de son discours était plutôt faite de sous-entendus, de jeux de mots — bien plus encore qu'au Front national dans les années 1980 et 1990.

L'Action française survécut sous différentes appellations (notamment un périodique intitulé *Aspects de la France*: les initiales parlent), mais ce n'était plus qu'un groupuscule; un autre, constitué autour de Maurice Bardèche (le beau-frère de Brasillach, non engagé en politique avant 1945) autour de la revue *Défense de l'Occident*, se

pour ça: c'était plutôt un nostalgique d'une République mythique et passéiste, fraternelle et rurale, honnête et protectrice¹.

La classe politique était de plus en plus nerveuse. Finalement, le 2 décembre 1955, **Edgar Faure**, président du Conseil, **dissolut l'Assemblée** à six mois de l'échéance normale: c'était la première dissolution depuis celle de Mac-Mahon et la date choisie était makheureuse — Mendès-France, considérant que c'était un acte "antirépublicain", exclut Faure du parti radical, ce qui provoqua une scission. Le pouvoir espérait obtenir enfin une majorité stable, mais ce fut l'inverse qui se produisit.

Les **élections de janvier 1956** se déroulèrent au scrutin proportionnel avec apparentements, comme en 1951; les communistes étaient toujours isolés, les poujadistes aussi, il n'y avait plus de gaullistes; mais à la différence de 1951 les partisans du régime se divisèrent entre des listes de **"Front républicain"** (c'était l'alliance des mendésistes: on y trouvait les radicaux de la tendance Mendès-France, la S.F.I.O., la gauche de l'U.D.S.R. avec François Mitterrand, les Républicains sociaux de Chaban-Delmas) et des listes de centre-droit (on y trouvait les radicaux de la tendance Edgar Faure, une partie de l'U.D.S.R., le M.R.P., le C.N.I., des ex-gaullistes). On voit que presque tous les partis de gouvernement étaient divisés. Les résultats furent catastrophiques: les listes apparentées n'obtinrent nulle part ou presque la

distingua en 1948 par la publication du premier texte négationniste, dû à Paul Rassinier, un ancien communiste (et ancien déporté...). Le poujadisme ne fut qu'un épisode sans lendemain: il ne laissa pas de cadres, même s'il révéla des organisateurs et des tribuns, dont Jean-Marie Le Pen. La guerre d'Algérie joua un rôle important en ce qu'elle termina, après celle d'Indochine, d'"idéologiser" une partie des militaires, et favorisa le rapprochement entre les plus activistes d'entre eux et certains milieux d'extrême-droite rescapés de l'épuration (ou du poujadisme, comme le cafetier algérois Jo Ortiz): l'O.A.S. en est évidemment le meilleur exemple, mais ses structures furent tout aussi éphémères que celles du poujadisme. Un certain nombre d'intellectuels très anticommunistes, marginalisés par l'hégémonie de Sartre de d'Aragon, trouvèrent dans cette mouvance une cause à soutenir, notamment le "hussard" Roger Nimier; l'O.A.S. donna à l'extrême-droite une cause plus fraîche que la nostalgie de Vichy, et les drames du printemps 1962 offrirent à cette mouvance un nouvel électorat potentiel, celui des Pieds-noirs.

En même temps il est évident que le gaullisme, parce qu'il liquida la République parlementaire, rallia des personnalités qui en d'autres temps auraient dérivé à l'extrême-droite (je pense notamment à Michel Poniatowski, qui fut ministre de l'Intérieur de Giscard d'Estaing; son fils Ladislas est aujourd'hui très proche du F.N.). Les activistes antigauillistes ne furent somme toute qu'une poignée, ils se marginalisèrent après 1962. Ne survécurent que quelques groupuscules étudiants, comme *Jeune Nation* de Pierre Sidos, apparu en 1959, et la Fédération des Étudiants nationalistes, apparue en 1960 par scission de l'U.N.E.F.: on y trouvait notamment le jeune Alain de Benoist. C'était, chose nouvelle, une extrême-droite intellectualisante, qui se réclamait davantage de Barrès, de Drieu et d'Alexis Carrel que de Mussolini et de Hitler; surtout, elle était en train d'abandonner le nationalisme français traditionnel pour l'idéologie de la défense de "l'Occident", de l'Europe des nations chrétiennes, contre le communisme. C'était un changement fondamental: dans les années 1980, on vit Jean-Marie Le Pen rendre visite à l'ancien Waffen S.S. Franz Schönüber, et leurs partis collaborer...

¹ Pujade avait grandi dans un milieu maurrassien, avait flirté avec le P.P.F. dans les années 1930 et était entré dans l'une des écoles de cadres du régime de Vichy; mais fin 1942 il était entré dans la Résistance, puis avait rallié la France libre. En 1956 il se réclamait des sans-culottes et des soldats de Valmy, et sa base militante était plutôt celle de la République radicale, les campagnes et les petites villes du massif central et du sud-ouest, que celle d'un Doriot. C'est aujourd'hui un notable, membre du Conseil économique et social au titre de sa représentativité dans le milieu des P.M.E. et de la boutique; il a pratiquement abandonné la politique.

majorité absolue, donc la répartition des sièges se fit à la proportionnelle pour l'essentiel. Le P.C.F. obtint 25,9% des voix et 160 sièges; les poujadistes, qui avaient fait campagne avec le slogan « sortez les sortants », eut 12,8% des voix et 52 députés. Le Front républicain et le centre-droit obtinrent à peu près le même nombre de voix (le M.R.P. continuait son déclin, à 11,1%) et de sièges: aucune majorité stable n'était possible s'ils ne s'entendaient pas, or la rupture était consommée entre Pierre Mendès-France d'une part, Edgar Faure et le M.R.P. de l'autre.

La gauche avait tout de même une légère avance en sièges. Coty appela à Matignon **Guy Mollet**, le secrétaire général de la S.F.I.O. et le leader du groupe parlementaire le plus important du Front Républicain. Mollet forma un grand ministère de gauche où l'on trouvait Jacques Chaban-Delmas, Mendès-France (ministre sans portefeuille, un placard doré), Ramadier, Mitterrand. En promettant de mettre fin à la guerre d'Algérie, « guerre imbécile et sans issue », il obtint même le soutien du P.C.F., soucieux de rompre son isolement, et celui du M.R.P. qui voulait se débarrasser d'une image trop droitière. On parla d'un nouveau Front Populaire. Mais l'opinion, qui attendait Mendès-France à Matignon (c'était compter sans la lagique du régime des partis), était déçue; de toute façon, **l'échec fut rapide**.

En politique étrangère et coloniale ce fut l'enfoncement dans le borbier algérien, la journée des tomates, puis l'envoi du contingent; et puis la catastrophe de Suez. En politique intérieure ce gouvernement, pourtant le plus à gauche depuis Ramadier, ne parvint à faire passer aucune réforme sociale importante, à l'exception de la **troisième semaine de congés payés** et d'un fond national de solidarité destiné à améliorer "la retraite des vieux" et financé "à titre provisoire" par une vignette sur les automobiles, qui existe toujours. Ce fut le gouvernement Mollet qui lança le **programme atomique** destiné à permettre à la France d'être moins dépendante des hydrocarbures dont son territoire est fort pauvre. En revanche, pour financer la guerre d'Algérie, véritable gouffre financier, le gouvernement eut recours à **l'inflation**: la hausse des prix repartit de plus belle tandis que la main-d'œuvre se raréfiait, car les jeunes étaient sous les drapeaux. Le déficit du commerce extérieur se creusait; les réserves en devises s'épuisaient. Très vite la majorité se délita: Mendès-France démissionna en mai, en décembre les communistes cessèrent de soutenir le gouvernement; une partie de la S.F.I.O. s'opposait à la politique algérienne de Mollet, on voyait des ministres protester et se désolidariser de l'action du cabinet auquel ils appartenaient, tandis que la presse de gauche dénonçait le "national-mollettisme". La survie du cabinet dépendait de la bonne volonté du centre-droit: après plusieurs mois de paralysie totale, il tomba en mai 1957. Seule éclaircie, le poujadisme entra en déclin dès 1957 avec le retour de l'inflation, qui soulagea la comptabilité des petits commerçants¹.

¹ Poujade avait choisi de ne pas se faire élire personnellement en janvier 1956, afin de protéger son image apolitique. Ce fut une grave erreur: absent du Palais-Bourbon, il eut vite du mal à contrôler ses députés. Alors il tenta

Après la démission de Mollet, aucun gouvernement stable n'arriva à se constituer. Sirius commentait, citant Barrès: « **le cadavre bafouille** ». Deux éphémères présidents du Conseil radical, Maurice Bourgès-Monaury et Félix Gaillard, se succédèrent, séparés par 35 jours de crise: le premier "tomba" en septembre 1957 pour avoir tenté d'instaurer le collège unique en Algérie, le second en avril 1958 à la suite de l'affaire de Sakhiet (voyez le chapitre 14). Cet effondrement mettait en évidence, notamment, l'absence de mécanismes permettant d'assurer à l'exécutif l'autorité suffisante pour imposer une solution négociée en Algérie. La IV^e République reposait sur l'entente, la négociation, l'"alchimie parlementaire" entre partis; or en 1958, c'était tout **le système des partis** qui **s'était effondré**. Toutes les forces politiques, sauf le P.C.F., étaient en état de scission ouverte ou larvée: le parti radical avait éclaté en quatre moignons, l'U.D.S.R. et l'ancien R.P.F. en deux; socialistes, chrétiens-démocrates et indépendants étaient très divisés. Toute recomposition du paysage politique sur la base d'un clivage concernant la ligne à suivre en Algérie était impossible: les groupes de pression favorables à l'Algérie française étaient puissants dans tous les partis de gouvernement; partout les partisans de la négociation, soupçonnés de trahison, avaient peur de s'afficher.

B) Le Treize mai et la fin de la IV^e République.

Dès le printemps 1958, le nom de De **Gaulle** avait fait sa réapparition dans les conversations politiques et dans les médias. La retraite politique complète que le Général s'était imposée avait plutôt renforcé sa stature politique: ses *Mémoires de guerre* avaient été un immense succès de librairie en 1954. En février 1958, Coty l'avait fait sonder; il resta de marbre, mais à l'affût. Les gaullistes recommençaient à se réunir, Debré publiait un virulent *Courrier de la colère*, très sévère pour la politique menée en Algérie. Certains prenaient langue avec les politiciens, d'autres avec ceux qui préparaient un putsch — il ne s'agissait pas de revenir au pouvoir grâce aux factieux mais de les noyauter, de s'en servir éventuellement.

Le **13 mai 1958** était le jour où le président du Conseil enfin désigné par Coty, le M.R.P. Pierre **Pfimlin**, devait se présenter devant l'Assemblée. Dans l'urgence, il obtint l'investiture et forma un gouvernement d'union nationale. Mais il manquait de moyens, car l'armée n'obéissait plus: même si les généraux de métropole hésitaient à choisir un camp, il n'était pas question pour l'armée française d'affronter l'armée algérienne. La police parisienne, largement noyautée par l'extrême-droite, manifestait bruyamment sa sympathie pour les émeutiers d'Alger.

sa chance à une partielle à Paris, en janvier 1957: ce fut un échec cuisant. En 1958, les députés poujadistes, sauf les plus activistes, rallièrent de Gaulle.

Ce fut dans ce contexte que **de Gaulle intervint**. Très maladroitement au départ: le 15 mai, il publia un communiqué de presse dans lequel il rendait le « régime des partis » responsable du désastre et annonçait qu'il « se t[enait] prêt à assumer les pouvoirs de la République ». Cette déclaration fut interprétée comme un ralliement pur et simple aux insurgés. Le 19, de Gaulle tint une conférence de presse où il tenta de rassurer la classe politique et l'opinion (« ce n'est pas à soixante-sept ans que je vais commencer une carrière de dictateur »). Alors certains hommes politiques se rallièrent: notamment Pinay et surtout Guy Mollet qui, autant que d'une dictature militaire, avait peur d'une prise de pouvoir par les communistes à la faveur d'une réaction populaire au coup de force. Mollet s'entretint avec de Gaulle à Colombey et obtint des garanties; des négociations s'engagèrent, Mollet tenta de convaincre les parlementaires socialistes que de Gaulle n'était pas un factieux. Le 27 mai, le Général publia un nouveau communiqué où il fit savoir qu'il avait entamé « le processus régulier nécessaire à l'établissement d'un gouvernement républicain ». C'était tenter de force la main à Coty, l'assertion ne reposait sur aucune réalité; mais elle provoqua semble-t-il l'ajournement des parachutages prévus par les mutins d'Alger pour la nuit suivante, le soulagement de l'opinion et la démission spontanée du gouvernement Pflimlin. Le 28, il y eut une grève générale et une grande manifestation de la gauche, inquiète pour le parlementarisme et pour la démocratie: on y vit Mendès-France et Mitterrand. Ce fut un échec: personne n'avait envie de défendre cette République-là et de Gaulle n'inquiétait pas, son passé plaidait en sa faveur.

Le pouvoir était vacant; l'homme de Colombey était maître du jeu, supplié à la fois par les putschistes et par les démocrates. Le 29 mai, Coty l'appela à Matignon. Le 1er juin, **de Gaulle forma un gouvernement**; on n'y trouvait aucun des excités d'Alger. Le cabinet de Gaulle fut investi par 329 députés contre 250 (les communistes, les mendésistes, une partie des socialistes). De Gaulle, qui avait été le premier chef de gouvernement de la IV^e République, en devint ainsi le dernier. Le 2 juin, **le gouvernement** (et non pas son chef seul, comme Pétain en 1940) **reçut** les pleins pouvoirs pour six mois. Le 3, il reçut **le pouvoir de réviser la Constitution**, à trois conditions: respecter la séparation des pouvoirs et la responsabilité du gouvernement devant le Parlement (ce qui était contraire au programme exposé dans le discours de Bayeux); prendre l'avis du Conseil d'État et d'un Conseil constitutionnel consultatif formé en majorité de parlementaires; organiser un référendum. Bref, on avait pris, cette fois, les précautions qui avaient été oubliées en juillet 1940.

Conclusion:

La IV^e République survécut juridiquement jusqu'en septembre, date de la ratification de la nouvelle constitution. Son agonie se déroula dans l'indifférence générale (comme en décembre 1851, commentaient certains): depuis 1947 elle n'avait engendré que l'instabilité dans

l'immobilisme. Même ceux que de Gaulle inquiétait partageaient ce constat: après le 28 mai il n'y eut pas une grève, pas une manifestation importante pour soutenir le régime mourant!

La IVe République n'a été qu'un bégaiement de l'Histoire, une caricature de la IIIe, avec de faux Front Populaires en 1947 et 1956, un Poincaré au petit pied, Pinay, une inquiétante mais pâle en somme résurrection des ligues, le poujadisme. La seule expérience un peu novatrice, celle de Pierre Mendès-France, fut étouffée dans l'œuf. Or les problèmes du pays avaient changé de dimension depuis 1940: ils avaient nom maintenant guerre froide, décolonisation, inflation, modernisation, intégration européenne. Sur tous ces plans, ce régime d'un autre âge a été à la remorque des événements. C'est pourquoi le retour de De Gaulle fut bien accueilli par l'opinion (ainsi que par la presse, du *Monde* au *Figaro*), à partir du moment où le Général semblait avoir l'envergure nécessaire pour affronter les problèmes du moment: il était notamment le seul homme politique dont on était sûr qu'il serait obéi des militaires, et il avait des idées en matière constitutionnelle. Mais le régime nouveau souffrit de la **tare originelle**, que la gauche lui reprocha longtemps, **d'être né à l'occasion d'un coup d'État**, sinon à sa faveur. De Gaulle avait-t-il évité une guerre civile ou avait-t-il profité de la situation pour établir un régime taillé à sa mesure, un régime personnel? Avait-t-il saisi une occasion ou l'avait-t-il provoquée? Ce débat dura jusqu'à l'élection à la présidence de la République de l'un de ses principaux adversaires en 1958, François Mitterrand. Cela dit, des critiques ont toujours été circonscrites, pour l'essentiel, à la classe politique; la Ve République et ses institutions ont toujours été populaires, en partie en raison du repoussoir que la IVe a représenté pour les générations qui l'ont connue.